

26
1971

Sommaire

Liminaire page 5

La deuxième décennie du développement

Pierre Moreau p. 11

L'évolution de la Tunisie et les questions qu'elle pose à l'Eglise

Une équipe prêtres-laïcs p. 37

La rencontre de l'autre

Etienne Cossement p. 65

Le sens de l'universel dans la Mission

Jean Frisque p. 71

Chronique

A propos d'émissions de Télévision p. 81

Liminaire

Lentement les réalités du Tiers-Monde s'infiltrèrent dans notre vie quotidienne, dans les colonnes des journaux et les bulletins d'information (1). Tel événement plus marquant — l'affaire du pétrole, récemment — attire l'attention, surprend, fait réfléchir quiconque accepte de le faire.

Pourtant ces réalités et les problèmes qu'elles posent sont loin d'avoir fait toute leur trouée dans notre entendement, dans notre vision du monde, dans nos projets et nos engagements. Quand ce sera fait — car il faudra bien que cela se fasse — il y aura un profond bouleversement. Bouleversement de notre système économique, de nos conceptions politiques, mutation de notre système de valeurs lui-même, nos représentations de l'homme, notre façon de comprendre la vie, la société. Relativisation de certaines prétentions à détenir les normes universelles du beau, du vrai, du bien.

Par quels chemins cela se fera-t-il ? — qui pourrait le dire ? Mieux vaudrait s'employer dès maintenant à les tracer si nous ne voulons pas que l'événement tombe sur nous ou sur ceux qui nous suivront.

Les quelques textes que nous avons choisis pour cette « Lettre aux Communautés » voudraient nous situer où commencent quelques-uns de ces chemins qu'il faudrait tracer pour que s'opère sans trop de malheurs la très considérable transformation que l'avenir appelle.

- L'article de Pierre MOREAU : « *La deuxième décennie du développement* », résume le bilan des rapports entre pays riches et pays pauvres durant les dix dernières années. Le constat est désormais difficilement camouflable : nous allons à une impasse.

(1) Nous avons placé dans la chronique finale quelques réactions de lecteurs sur plusieurs émissions de T.V. produites ces temps derniers.

Cette situation — de la même nature mais d'une bien autre ampleur que celle qui agite nos pays occidentaux — oblige à dépasser une analyse purement économique. Les responsables des diverses Eglises de France le disaient dans leur message du 25 Octobre dernier : « On le sait aujourd'hui ce sont moins les ressources ou les solutions techniques qui font défaut que la volonté et le courage de faire les choix politiques nécessaires...

... Ce sont en particulier les rapports de domination des pays industrialisés sur ceux du T.M., aussi bien que les structures internes des uns et des autres, qui doivent être remis en question ». (Doc. Cath. 1573, col. 989).

C'est un premier domaine d'engagement et de réflexion. Un engagement chrétien, une parole d'Eglise ne peuvent plus s'en tenir à faire appel à la générosité, à la charité et à la justice sociale. « La communauté internationale a besoin d'instruments plus efficaces de responsabilité politique » disait le message adressé à M. U. Thant par la commission pontificale « Justice et Paix ». Sur ces questions politiques il faut aussi reconnaître que, le voulant ou non, on est soi-même et son Eglise compromis dans ce système de rapports. On ne parle ni on n'agit de l'extérieur, on est dedans. Mieux vaut le savoir et être lucides car c'est là qu'il faut d'abord être honnêtes et poser des actes.

④ L'article sur « L'Eglise en Tunisie » constitue la troisième partie d'un document dont la « Lettre aux communautés » a déjà publié les deux premières (n° 21). Nous rejoignons sur le terrain précis d'un pays du T.M. une Eglise venue d'ailleurs qui cherche à se reconnaître dans une rencontre aussi vraie que possible avec un pays, ses problèmes, les hommes qui y vivent. L'expérience laisse apparaître que cette rencontre entraîne loin. C'est une transformation qui s'opère.

La rencontre entre les peuples en vue d'un monde solidaire ne bute pas seulement en effet sur des systèmes économiques et politiques. Sous-jacente à ces oppositions, mêlée à elles, il y a la diversité des cultures et des civilisations. La rencontre doit aller jusque-là. Si l'Eglise est interpellée par ses imbrications dans les systèmes oppressifs, si nous avons, hommes de l'Evan-

gile, à prendre part à la transformation des rapports économiques et politiques, nous avons, ce faisant, à accepter *l'interpellation des autres au sein de leur patrimoine culturel*.

En suivant l'itinéraire de cette Eglise de Tunis, en relevant les questions qui affleurent peu à peu à sa conscience, nous entrevoyons celles qui se poseront inévitablement à notre propre Eglise quand il lui faudra réellement vivre avec « les autres » sur une planète rapetissée. Certaines de ces questions se posent déjà chez nous à travers la rencontre de groupes non chrétiens (l'article suggère ce rapprochement), mais l'expérience d'un autre contexte culturel aide à leur donner leur vraie dimension. En pays d'Islam la réflexion sur la religion ou sur la sécularisation prend un autre éclairage. Nous mesurons ensemble cette « conversion que nous avons à opérer si nous voulons que notre rencontre avec nos camarades ne soit pas grevée d'obstacles étrangers à la foi en Jésus-Christ, relevant d'un singularisme religieux ; si nous voulons aussi préparer en nous d'abord, chez les autres ensuite, la manifestation de la nouveauté chrétienne, de l'universalisme intégral de la foi en Jésus, de la place absolument centrale du Christ dans la marche du monde ».

● L'article d'Etienne COSSEMENT s'enracine dans la même expérience et continue cette réflexion. Que peut signifier la présence chrétienne dans ce pays ? Le fait de prendre place au travail dans cette société ? Pour le comprendre Etienne préfère ne pas se référer immédiatement à « la connaissance du sens plénier du mystère pascal ». Il lui semble plus éclairant de méditer « la longue et difficile expérience humaine qui fut celle du Christ ». Comment a-t-il vécu et manifesté l'universalité de son mystère, dans la particularité d'une existence faite de gestes marqués d'ambiguïtés.

C'est pourtant bien cette universalité du Christ — donc de l'Eglise — qui donne sens à une présence là-bas. Mais cette « vocation de catholicité » Etienne ne la voit pas comme une prétention à la possession de l'universel, les autres ne pouvant plus qu'y être annexés. Il la voit comme la reconnaissance, à travers la découverte de l'autre, de sa propre particularité capable de

s'ouvrir à l'autre et de recevoir de lui. Citant un épisode célèbre des actes des apôtres, Etienne fait remarquer que c'est « en dépassant l'obstacle de l'étrangéité de Corneille », en acceptant de reconnaître qu'il n'est qu'un homme, comme Corneille, que Pierre « confesse magnifiquement l'universelle Seigneurie du Christ ».

- Nous voilà au cœur de la troisième étape décrite par Jean FRISQUE dans les prises de conscience successives faites par l'Eglise au sujet de la mission. N'y a-t-il pas un écho de ce que dit Etienne Cossement dans cette remarque de Jean Frisque : « Autrui n'est vraiment reconnu comme autrui que si j'accepte d'être mis en cause par lui. Il n'y a de véritable rencontre d'autrui que sous le signe du dialogue. Accepter les différences, c'est beaucoup trop peu. Un homme n'est lui-même qu'en acceptant d'être interpellé par l'autre. C'est en promouvant le dialogue avec autrui que l'homme est renvoyé à sa propre identité et du même coup qu'il devient créateur, sinon il se répète indéfiniment ».

Cette expérience de la rencontre de l'homme avec autrui suggère à Jean Frisque des réflexions sur le nécessaire dialogue entre des expériences chrétiennes en des mondes et des milieux divers. Il se demande « comment inventer valablement dans l'isolement... ? Dans une perspective de cloisonnement, l'invention ne peut conduire qu'au déchirement de l'unité, car chacun ne dispose comme repère que de la conscience d'une Eglise locale ou d'un milieu ».

Ayant établi le rapport étroit entre Mission et Catholicité l'auteur appelle des « missionnaires au sens strict » qui seraient « engagés sur les terrains privilégiés de la mission, là où les défis à la catholicité demeurent les plus graves ». Cette unique mission, dans les groupes humains non-croyants d'Occident comme dans les pays du Tiers-Monde, doit susciter de vastes courants d'échanges et de communion entre les Eglises locales ou particulières.

*
**

Ainsi il n'y a plus — il ne doit plus y avoir — ici et un là-bas : l'Occident avec ses problèmes, le Tiers-Monde avec les siens. L'Eglise et sa mission ici, l'Eglise et ses missions là-bas. Les réalités de plus en plus s'imbriquent. Il ne s'agit plus de faire une place aux problèmes du Tiers-Monde parmi nos problèmes, nos engagements et nos recherches. C'est l'inverse qu'il faut faire : situer les problèmes d'Occident dans ceux du monde où ils prennent leur vraie dimension et se relativisent.

S'agissant de notre Eglise faut-il voir un signe encourageant dans le fait que le prochain synode des évêques à Rome ait inscrit à son programme cette grave question de la justice et de la paix dans le monde ? Elle paraît passer au second plan, il est vrai, vu l'intérêt soulevé semble-t-il par la question : « vie et ministère des prêtres ». Il faut espérer pourtant que ces recherches sur le sacerdoce seront placées elles aussi dans les vraies perspectives d'un appel extraordinaire à l'Evangile : l'appel des pauvres et des opprimés, l'appel au renouvellement de toutes choses.

La deuxième décennie du développement

ou le refus des opérations chirurgicales

Pierre Moreau

*« Si ta main ou ton pied
sont pour toi
une occasion de péché,
coupe-les et jette-les
loin de toi. »
(Mt. XVIII — 8)*

**« Le développement
est le nouveau nom
de la paix »**

La charte de San Francisco qui en 1945 fondait l'organisation des Nations Unies manifestait une volonté commune d'organiser la paix. C'est le mérite de quelques hommes d'avoir pressenti très vite, qu'au delà de toutes les querelles, l'organisation de la Paix rencontrait un problème majeur, celui du sous-développement des trois quarts de l'humanité, et d'avoir « interprété le texte même de la charte dans un sens que ses rédacteurs n'avaient jamais songé à lui donner. Ils ont ouvert à la nouvelle organisation internationale une autre perspective que la seule action juridique pour le maintien de la Paix ». (R. Buron, « Monde Diplomatique » d'octobre 1970). Dès 1947, l'O.N.U. suscita de nombreux travaux d'experts internationaux qui ont commencé à faire prendre conscience de ce que l'on est convenu d'appeler depuis le sous-développement.

Sous cette impulsion l'Assemblée plénière des Nations-Unies avait lancé en 1960 « la 1^{re} décennie du développement », c'est-à-dire une offensive pour réduire le sous-développement grâce

à la solidarité internationale ; les pays plus développés devant aider les autres dans leur croissance. Dans sa séance du 24 octobre 1970, l'O.N.U. a ouvert une « 2^e décennie ». A vrai dire elle l'a ouverte sans éclat, et sans accents glorieux, consciente des insuffisances de la 1^{re}, et fort peu optimiste sur les perspectives de la seconde. Josué de Castro a pu écrire : « La prochaine décennie pourrait porter plusieurs noms, sauf celui de seconde décennie du développement ». On pourrait l'appeler « la décennie de la dérision »... ou « de la déception »... à moins que ce ne soit celle des « explosions violentes ».

A l'aube de la deuxième décennie il n'est sans doute pas sans intérêt de résumer ce qui s'est dit ou écrit un peu partout (1) sur :

- Les résultats et les déficiences de la 1^{re} décennie ;
- Les projets de la seconde ;
- Les perspectives qui désormais se dessinent, lorsque les nations industrialisées consentiront aux « opérations chirurgicales nécessaires » et à passer à une « étape définitive, qui ne pourra être franchie que lorsque les grands Etats-nations modernes, et les Etats-Unis en particulier, renonceront à la domination politique et à l'exploitation économique des pays faibles » (R. Buron, « Monde Diplomatique » d'octobre 1970).

Quoi de neuf, depuis dix ans ?...

**Trois rapports
font le point...**

La 1^{re} décennie avait été lancée dans l'optimisme et l'enthousiasme, mais sans préparation ; on ne peut en dire autant de la seconde qui a été introduite par plusieurs études. Trois rapports importants permettent de faire le point sur la 1^{re} décennie, et de dessiner les perspectives de la seconde :

— Le rapport dit « Tinbergen », rapport officiel de l'assemblée des Nations-Unies, émanant du comité de la planification du développement, mis en place par cette assemblée. Plus

(1) On trouvera en finale une courte bibliographie sur ce sujet.

**...sur le
développement et le
sous-développement
« quantitatif »**

qu'un bilan de la 1^{re} décennie, ce rapport définit les objectifs de la 2^e.

— Le rapport « Pearson », du nom de l'ancien premier ministre du Canada, résultat des travaux de sept experts rassemblés à la demande du directeur de la banque mondiale, M. Mac Namara. Volontairement optimiste sur les résultats des dix dernières années (ce qui permet de ne pas envisager d'opérations chirurgicales), ce long document présente des propositions concrètes pour une « stratégie globale » contre le sous-développement au cours de la 2^e décennie.

— Le rapport « Jackson » qui est, comme le premier, un document officiel des Nations-Unies, est consacré au fonctionnement des différents services de l'O.N.U. chargés de l'aide internationale ; il formule des projets de réforme pour rendre ces services plus efficaces (2).

De ces trois documents, le plus long, le plus connu, est le rapport « Pearson ». C'est peut-être aussi le plus sujet à caution (3).

On notera que ces différents rapports se situent dans une certaine conception du développement et du sous-développement, à savoir une ligne quantitative et économique : le sous-développé, c'est celui qui n'a pas atteint le développement des grands, dont le revenu par tête d'habitant est faible, dont l'économie n'a pas « décollé », ou pas encore beaucoup progressé (4). Ils laissent de côté tous les autres aspects de ce qui peut aider à situer le sous-développement, notamment, comme le dit R. de Montvalon, le fait d'être devenu pour les grands « objet » (d'aide ou d'exploitation) ; « le statut d'objet est le statut même du sous-développement »... « En réalité, être sous-développé c'est ne pas pouvoir exister en soi-même, par soi-même. Etre sous-développé, c'est dépendre au point de ne pouvoir inventer, s'inventer » (5).

(2) Le rapport Pearson est publié en France sous le titre : « Vers une action commune pour le développement du Tiers-Monde ». Ed. Denoël, nov. 69. Le rapport Jackson a été publié par l'O.N.U. (Genève, déc. 69) sous le titre : « Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement ».

(3) « Terre entière », dans son n° 40 de mars-avril 70, nous propose une « lecture du rapport Pearson » et nous donne l'avis de plusieurs personnalités à ce sujet.

(4) D'après les statistiques de l'O.N.U., sont classés « pays riches » 21 pays à économie de marché et 8 pays de l'Est, soit 29 pays dont le produit national brut dépasse 800 à 1.000 dollars par tête d'habitants. Sont classés « pays pauvres », ceux dont le P.N.B. se situe en dessous de 300 dollars par tête d'habitants. Ils représentent 105 pays et 2.413 millions d'hommes, soit 72 % de l'humanité.

(5) *Terre entière*, n° 40, p. 45.

Quelques progrès

L'optimisme de commande du rapport Pearson s'appuie sur un certain nombre de progrès constatés à l'issue de la 1^{re} décennie. Parmi les plus importants, on peut en signaler trois :

Le savoir grandit

— Au niveau du transfert des connaissances et de l'éducation, des progrès incontestables ont été réalisés, grâce à l'effort des populations avides d'acquérir des connaissances, et à une aide en techniciens et éducateurs. On peut citer en exemple « tel pays d'Amérique latine ou du Moyen-Orient qui comptait 80 à 85 % d'analphabètes en 1950, et qui en compte moins de 50 % maintenant, et scolarise 60 ou 70 % des enfants de huit à quinze ans ». (R. Buron, « Monde Diplomatique », oct. 70). On signalera toutefois que, si les écoles accueillent de plus en plus d'élèves, il n'y en a guère plus de 30 % qui aillent jusqu'au bout de leurs études primaires, et que l'enseignement dispensé est en général peu adapté aux conditions et aux besoins du pays.

La famine recule

— La « Révolution verte » dont on a beaucoup parlé et qui a valu à l'un de ses auteurs le prix Nobel de la Paix, est une réalité incontestable, notamment dans certains pays asiatiques, tels que l'Inde ou le Pakistan : l'Inde a vu son taux moyen annuel d'accroissement de production agricole passer de 0,1 % en 1966 à 7,2 % en 1968 : le Pakistan a doublé sa production de blé en deux ans et Ceylan, dans le même temps, a accru sa production de riz de 34 %.

Il reste certes beaucoup à faire, notamment dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine ; et aussi pour maintenir ce taux de croissance, là où il existe déjà.

La conscience progresse

— Un progrès dans les prises de conscience nécessaires au développement est aussi à enregistrer à la fin de la 1^{re} décennie, tant du côté des pays en voie de développement que dans les autres. Dans les premiers, en généralisant un peu hâtivement, on peut dire qu'une « conscientisation » s'est opérée chez beaucoup sur la nécessité des changements de structures internes de leur pays et sur ce fait que le développement se fera d'abord grâce à leurs propres efforts, et dans leur propre génie. « Même si les années 60 n'avaient produit que ce résultat, ce ne serait pas dix années perdues » (6).

(6) Basil Davidson dans *Le Monde Diplomatique*, de décembre 70.

Chez les autres, les pays privilégiés, il apparaît avec de plus en plus de clarté, même si pour l'instant le courage manque pour aller de l'avant, que « l'étape décisive du développement » ne pourra être engagée sans des réformes de structure profonde de la vie et de la solidarité internationales, sans des renoncements à des privilèges. La mauvaise conscience des pays riches, notamment après l'échec de la Conférence de New-Delhi en 1968, les amène progressivement — et on peut l'espérer efficacement dans l'avenir — à poser les vrais problèmes et à lever les vrais obstacles au développement.

Mais de graves lacunes

Le pessimisme de ceux qui parlent de la « décennie de la frustration » s'explique devant un certain nombre de résultats trop médiocres, quoi qu'en dise le rapport Pearson. En toute hypothèse, les pays développés n'ont pas atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés « parce qu'ils ne voulaient pas les atteindre. Ils en avaient l'intention ; ils l'auraient bien voulu ; ils le désiraient ; ils *ne le voulaient pas*. Il leur suffit d'améliorer la situation présente : c'est moins coûteux et plus profitable » (7).

L'objectif principal était ainsi fixé : les pays non industrialisés devaient parvenir avant la fin de l'année 70 à un taux annuel de croissance de 5 % ; pour y aider, les pays riches avaient été invités à fournir chaque année une aide financière d'un niveau au moins égal à 1 % de leur Revenu national. Or ces prévisions n'ont pas été réalisées (8).

— Certes, dans l'ensemble, les pays dits pauvres bougent et progressent ; le taux moyen de leur *croissance* annuelle s'est approché des 5 % prévus. Mais si l'on tient compte en même temps de la croissance démographique dans ces mêmes pays, le résultat net se chiffre autour d'un taux de croissance de 2,4 %. Si, par ailleurs, on se souvient qu'il s'agit ici d'une moyenne, on

**La croissance
est insuffisante...**

(7) R. DE MONTVALLON, *Terre entière*, n° 40, p. 44.

(8) On se souviendra de la différence entre Revenu national brut et Produit national brut (P.N.B.).

Produit national = valeur de tous les biens et services obtenus par l'économie au cours d'une année.

Revenu national = somme de tous les revenus, c'est-à-dire le P.N.B. moins les charges.

Le Revenu est donc inférieur au P.N.B.

...et inégale

**Le fossé s'élargit
entre riches
et pauvres**

s'apercevra très vite que si quelques pays marquent une progression spectaculaire qui fait monter la moyenne de l'ensemble, un certain nombre d'autres stagnent ou n'enregistrent qu'une croissance des plus médiocre, autour de 1 % (9). Or, pendant le même temps, le taux de croissance des pays industrialisés s'est situé autour de 4,8 % : on peut en conclure que dans l'ensemble l'écart continue de grandir entre les pays riches et les pays pauvres ; ceci permet de dire avec les pessimistes : « Les Nations riches s'enrichissent ; les Nations pauvres continuent de s'appauvrir ». En toute hypothèse on peut affirmer que les progrès réalisés sont beaucoup trop lents, et qu'à ce rythme l'écart continuera à se creuser. Or « un monde où l'écart se creuse entre différents groupes de pays n'est pas un monde que l'on peut considérer comme normal » (10). Pendant la 1^{re} décennie, les pays riches « ont ajouté une somme de 400 milliards de dollars à leur revenu annuel net, plus que la totalité des revenus annuels des pays du Tiers-Monde pour toute la période 60-69 » (11).

(9) Dans le n° 78 de *Croissance des Jeunes Nations* (juin 68), G. Bardonnet dresse le tableau des pays selon leur taux de croissance.

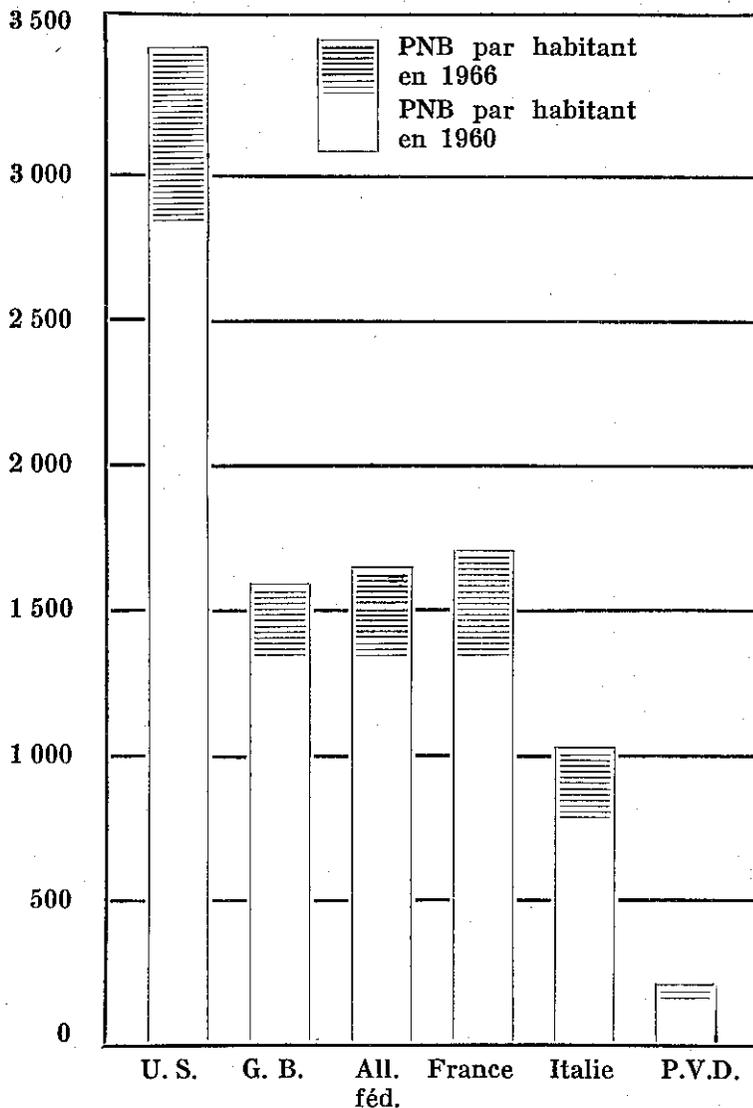
(10) Développement et civilisations, ; o.c., p. 44.

(11) Ce chiffre a été cité par M. Mac Namara lui-même, dans un discours du 30 septembre 68.

**PRODUIT NATIONAL
BRUT
par habitant
des pays développés
et en P.V.D. (12)
1960 - 1966**

*Au cours des années
1960 à 1966,
l'accroissement
du revenu annuel
par habitant
des pays développés
a dépassé la totalité
du revenu annuel moyen
par habitant
dans l'ensemble des P.V.D.
Pour les U.S.,
cet accroissement a été
de plusieurs fois
le montant total
du revenu annuel moyen
par habitant des P.V.D.*

(en dollars des U.S.)



Les données concernant les P.V.D. ont trait à 58 pays.

(12) P.V.D. : abréviation pour « Pays en voie de développement ».

**Les P.V.D. ont accru
leurs échanges
commerciaux...**

**...mais moins
que les pays
riches**

**et très
inégalement**

**Une aide
insuffisante...**

— On peut se réjouir de constater que le *commerce* extérieur des P.V.D. — qui est leur principale et plus normale source de revenus — ait connu une vigoureuse expansion, souvent supérieure à ce qui avait été prévu en 1960. Mais, là encore, les chiffres et les statistiques si on les prend sans analyse sont trompeurs.

En effet, dans le même temps où le commerce extérieur des P.V.D. connaissait un essor réel, le commerce entre pays riches connaissait une expansion encore plus grande, de telle sorte que si le commerce des pays non-industrialisés représentait en 1948 30 % du commerce mondial, il n'en représentait plus en 1968 que 20 %.

D'autre part l'accroissement relatif de leur commerce est dû en grande partie à l'exportation assez nouvelle de produits manufacturés qui intéressent surtout six pays ; et surtout à l'exportation des produits pétroliers qui bénéficie à 9 pays du Tiers-Monde, dont la population totale ne représente que 2,3 % de tous ces pays. Il faut donc se méfier

- des statistiques globales qui masquent la réalité vécue par la majorité des pays,
- et de l'ambiguïté de l'expression Tiers-Monde qui ne fait pas la différence entre pays proches du décollage, et les autres — entre pays aux riches possibilités et ceux qui sont pauvres par nature, etc...

On rappellera en outre que ces échanges commerciaux à l'échelle mondiale, fondés sur la doctrine du « libre-échange », sont par essence favorables aux riches et aux puissants, défavorables aux faibles et aux pauvres, comme le montre la « détérioration des termes de l'échange » dont on a souvent parlé ces dernières années. La « crise du pétrole » dont il est question ces jours-ci en est une magnifique illustration : pendant la 1^{re} décennie « les prix sur la base desquels étaient calculés les impôts pétroliers et les royalties sont restés stables, tandis que le coût des biens d'équipement importés par les pays producteurs ont considérablement augmenté » (13).

— C'est pourquoi, malgré toutes ses déficiences et toutes les critiques qu'elle a rencontrées très justement au cours de ces dernières années, *l'aide* des pays riches demeure encore nécessaire pour aider au « décollage » des économies retardées. L'ef-

(13) *Le Monde*, 19 janvier 1971.

...frès équivoque...

...et hypocrite...

fort prévu en 1960 demandait aux pays riches d'arriver progressivement à consacrer 1 % de leur Revenu national à l'aide aux pays pauvres. Or, en 1968, la totalité de l'aide ne représentait que 0,75 % du Produit national brut des pays riches.

Le montant de l'aide a sans doute crû au cours des années, mais plus lentement que le revenu des pays riches, si bien que l'on peut dire que, proportionnellement, l'aide ne cesse de décroître, et qu'on est très loin des prévisions de 1960. Il faudrait ajouter pour être juste que, dans ce que l'on appelle aide, beaucoup de choses entrent en ligne de compte qui n'ont qu'un lointain rapport avec une aide proprement dite : investissements privés qui rapatrient leurs bénéficiaires ; prêts à plus ou moins long terme qui supposent des intérêts ; aide militaire, etc... C'est pourquoi, plutôt que d'aide, il est plus normal de parler de « flux » et de « reflux » financier, comme le faisait le rapport de la commission française de « justice et paix » en 1968 (14). On s'aperçoit alors que, pour certains pays soi-disant aidés, le reflux est supérieur au flux d'argent. On notera dans ce sens avec l'économiste américain Magdoff que « dans la période 1960-1965 les Etats-Unis ont soustrait presque trois fois plus du Tiers-Monde qu'ils n'y ont investi ; ainsi ils ont investi en Amérique Latine pour 3,8 milliards de dollars, et en ont retiré 11,3 milliards ». Il est bien évident que l'aide proprement dite ne saurait compenser cette hémorragie des ressources de l'Amérique latine (15).

On ajoutera enfin, pour compléter ce tableau sommaire, que l'aide ayant pris souvent la forme de prêts, les pays aidés se trouvent endettés d'une manière démesurée. La dette générale des pays du Tiers-Monde s'élevait en 1968 à 47,5 milliards de dollars, et les seuls intérêts de cette dette s'élevaient annuellement à près de 5 milliards de dollars. Le remboursement des prêts et l'amortissement épuisent chaque année 34 % des apports financiers. Cet endettement croissant, et les remboursements qu'il suppose, obligent les P.V.D. à recourir à la Banque mondiale, laquelle est sous contrôle des pays riches. Financièrement ces pays sont « prisonniers » (16).

En résumé, non seulement l'aide n'a pas atteint le niveau prévu par les Nations-Unies en 1960, mais plus qu'à une aide,

(14) Sur les équivoques de l'aide, on relira la note d'information de février 1969 du Secrétariat T.M., p. 4 à 6.

(15) *Développement et civilisations*, o.c., p. 10.

(16) Philippe BRAULIEU dans *Projet*, juillet-août 70, p. 783 et sq.

...et cynique

elle ressemble à une aumône qu'on donne au pauvre pour l'aider à survivre parce qu'on a encore besoin de lui et de ce qu'il produit.

« Le plus étonnant exemple de ce cynisme politique » (17) est le livre écrit par les frères Paddock : « Famine 1975 ». On y lit que lorsque la famine descendra sur le Tiers-Monde, les Etats-Unis devront opérer un « triage » des nations à aider ou à abandonner à leur triste sort. Parmi les critères de choix des pays à aider, on note « la présence des matières premières » dont les Etats-Unis ont besoin et « l'intérêt stratégique ».

Nous noterons au passage que tout ce qui est dit des Etats-Unis est valable, toutes proportions gardées, pour les autres pays riches...

Ce tableau rapide et non exhaustif des résultats obtenus pendant la 1^{re} décennie, et des échecs encore plus spectaculaires, semblait nécessaire pour comprendre le programme que les Nations-Unies se proposent pour la seconde ; et plus encore pour comprendre les options que les pays riches devraient faire... et qu'ils refusent.

L'amélioration des structures existantes

Si la 1^{re} décennie du développement avait été peu préparée, on ne peut en dire autant de la seconde. Les trois rapports dont il a été précédemment question en témoignent, car ils ont été faits en vue de cette seconde décennie. Mais, comme le dit le regretté A. Philipp (18), ils proposent, notamment le rapport Pearson, « un certain nombre d'améliorations dans le cadre des structures existantes. C'est, en fait, le maximum de ce que peuvent, dans les circonstances présentes, accepter les gouvernements des pays développés ».

LES OBJECTIFS PROPOSÉS aux gouvernements pour la 2^e décennie forment, dans le rapport Tinbergen, un ensemble cohérent qui veut se présenter comme une « stratégie globale ».

(17) *Développement et civilisations*, o.c., p. 15 et note 44.

(18) *Terre entière*, o.c., p. 35.

« Une stratégie globale... »

...difficile
à unifier

Une croissance
accélérée

Avant de définir cette stratégie le rapport rappelle que le développement va beaucoup plus loin que le simple progrès économique : « Un produit national élevé ne garantit pas les valeurs et autres qualités morales chez le peuple qui l'a atteint ». Il signale que le développement doit être l'effort de tous et surtout que ce sont les peuples eux-mêmes qui sont responsables de leur propre développement ; ceci dit, un effort plus considérable que par le passé est demandé aux pays favorisés pour « améliorer le cadre international ». Et tous les efforts demandés aux uns et aux autres doivent s'ajuster, s'équilibrer, au besoin se compenser : ainsi par exemple il faudra veiller « à ce que les résultats des échanges commerciaux ne viennent pas annuler les effets de l'aide, ou que celle-ci ne soit pas annulée elle-même par l'intérêt de la dette qu'elle supporte ». C'est en ce sens que le rapport présente « une stratégie globale ».

Dans la pratique, les divergences entre les pays sont difficiles à surmonter

— divergences entre les pays développés dont l'aide décroît et qui ne veulent guère s'engager, et les pays dont l'aide croît, mais qui ne veulent pas se lier, et aussi ceux qui ont fait de l'aide un projet national.

— divergences entre pays sous-développés : les intérêts des grands pays ne sont pas ceux des petits ; et ceux qui ont des chances économiques ne se situent pas comme ceux dont l'espérance de décollage est encore lointaine.

— divergences aussi entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest.

Tout cela rend difficile une entente sur quelques objectifs précis. On peut quand même en situer quelques-uns.

— On a fini par se mettre d'accord sur un but à atteindre, à savoir une *accélération de la croissance économique*. Il avait été prévu au début de la 1^{re} décennie que le taux de croissance annuel devait atteindre 5 % pour tous les pays. On vise dans la 2^e décennie à ce que ce taux atteigne 6 % autour des années 75, de telle manière que partout le revenu par tête d'habitant croisse au moins de 3,5 %. Les pays qui ne pourraient y atteindre « supposeraient une attention spéciale ». Or ceci nécessitera une croissance de la production industrielle de 8 % et une croissance de la production agricole de 4 %. Il faudrait en outre que la croissance démographique se stabilise au taux de 2,5 %. Or tout cela suppose de gros moyens, notamment au niveau de l'épargne dans les pays sous-développés, « ce qui signifie en dernière ana-

lyse, l'épargne forcée dans bien des pays... et l'on frémit à la pensée de ce qu'ils devront ainsi consentir » (19).

**Origine
des investissements
dans les pays en voie
de développement**

	financement national :	financement étranger :
	85 %	15 %
— épargne volontaire et obligatoire		— aide publique et privée
— commerce		— prêts

**Une aide
financière
accrue...**

— Le précédent tableau montre que l'aide internationale reste indispensable pour aider à cette croissance, « aussi indispensable que l'augmentation de leurs recettes ». C'est pourquoi la priorité absolue — avant les armements et les dépenses spatiales, nous est-il précisé — devrait être donnée à cette aide. On fixe comme objectif que chaque pays riche (et aussi les pays producteurs de pétrole) consacre au moins 1 % de son Produit national brut (et non plus seulement de son Revenu national) au développement du Tiers-Monde. Ce 1 % devrait être atteint dès 1972 ; les trois quarts devraient venir de l'aide publique des gouvernements (l'aide publique n'était en France que de 0,39 % en 1968), et consister pour 70 % en dons et non pas en prêts.

...et désintéressée

Un certain nombre de directives sont ensuite données sur les qualités que l'aide doit revêtir par étapes : elle devrait être progressivement « déliée », c'est-à-dire ne pas créer des obligations d'achat auprès des pays donateurs ; elle devrait être allouée en fonction de critères autres « que politiques et stratégiques qui l'ont souvent orientée dans le passé ». Enfin il faudrait que de plus en plus l'aide devienne multilatérale, c'est-à-dire distribuée pour une plus large part par les organismes internationaux... « qui pour le moment ne sont pas capables d'utiliser ces fonds supplémentaires s'ils ne révisent pas d'une manière assez draconienne leur organisation et leurs méthodes de fonctionnement », dit le rapport Jackson (20).

(19) G. MARC, dans *La Croix* du 22 oct. 1970 : « L'avenir de la coopération.. ».

(20) et (21) R. DELÉCLUSE, dans *Développement et civilisations*, o.c., p. 49.

Pourquoi pas un impôt de solidarité ?

Une planification des marchés internationaux...

— Parmi les suggestions les plus intéressantes, on peut relever celle d'une « *contribution mondiale de solidarité* ». Le montant de cette contribution serait perçu à l'achat d'un certain nombre de biens de consommation dont la possession caractérise aujourd'hui l'accès à un niveau de vie relativement élevé, par exemple automobiles, télévisions, réfrigérateurs, etc... Cette contribution aurait l'avantage, outre les revenus qu'elle procurerait pour l'aide au Tiers-Monde, de « mobiliser l'opinion publique pour réaliser les objectifs de la 2^e décennie. Elle serait en même temps le symbole d'une communauté mondiale plus réelle » (21). Ce qui ne se manifeste guère au niveau de l'aide donnée de gouvernements à gouvernements.

— En toute hypothèse les P.V.D. doivent trouver en eux-mêmes les ressources principales de leur avancée ; l'aide n'est qu'un « coup de pouce » pour favoriser le décollage. Comme les principales ressources de ces pays viennent du *commerce international*, un programme est aussi prévu sur ce plan.

Pour régulariser « les termes de l'échange » il est demandé que des accords internationaux règlent la production, les contingents à l'exportation, les prix, etc. ; tout ce qui est nécessaire à la régularisation des marchés.

On notera à propos de la « crise du pétrole » une innovation intéressante : l'instauration d'une « échelle mobile », ajustée annuellement. Ce pourrait être l'amorce d'un « retournement général » concernant le commerce de tous les produits du Tiers-Monde (22).

On insiste fortement en outre pour que les pays industrialisés acceptent l'entrée des produits du Tiers-Monde, notamment des produits manufacturés, sur leur marché, en accordant à ces pays des « préférences » tarifaires. On demande que certaines productions des pays industrialisés, concurrentielles des productions des pays du Tiers-Monde, soient peu à peu réduites (ainsi la production sucrière, ou la fabrication de produits synthétiques).

La liste est longue des recommandations dans ce sens. On peut craindre seulement que ce ne soient que des « vœux pieux » comme il en a été dans le passé !

Toutes ces mises au point, que suggère le rapport Tinbergen en particulier, supposent en effet des remaniements importants

(22) *Le Monde*, 19 janvier 1971 : « L'adoption de principe de l'échelle mobile des cours de pétrole pourrait bouleverser les rapports entre pays riches et pays pauvres ».

**...qui suppose des
« reconversions »**

**Qu'est-ce qui
sera changé
en 1980 ?**

dans les structures. Le rapport le signale bien : « Les pays développés devront remanier leurs structures économiques internes pour les adapter aux transferts des ressources d'un genre de production à un autre » (23).

Ce que le rapport souligne en passant, et timidement, à savoir le « problème des reconversions nécessaires » semble pourtant être le nœud du problème de la 2^e décennie et de celles qui suivront. Tout le reste n'apparaît être que du replâtrage et n'apportant que des palliatifs à la situation présente.

Il n'a été question ici que de quatre objectifs proposés pour la 2^e décennie, parmi les plus importants. Il y en a beaucoup d'autres ; ils sont dans la même ligne d'une amélioration, et non pas d'un changement. A supposer que les objectifs soient atteints en 1980, pas grand'chose ne sera changé et le problème essentiel restera le même. Or il n'est même pas du tout sûr que ces objectifs soient atteints : les gouvernements et les peuples industrialisés ne semblent guère disposés à accroître leur effort pour aider le Tiers-Monde ; ainsi, au moment même où s'ouvre la 2^e décennie, les Etats-Unis ferment leur porte à l'entrée des produits industriels étrangers : bel exemple de la solidité des projets que l'on est en train d'échafauder !

DES PROBLÈMES D'ENVERGURE se posent, en toute hypothèse, que les plans les meilleurs ne peuvent solutionner et devant lesquels ils s'avouent impuissants ou qu'ils semblent ignorer.

Si la 1^{re} décennie a été marqué par « la faim dans le monde » et par les campagnes pour essayer d'y porter remède, un autre problème marquera les dix ans qui commencent : celui de l'EMPLOI. Il importe de le regarder de plus près.

« On se heurte ici à une sorte de mur » (24). Durant la prochaine décennie on compte que 226 millions de jeunes arriveront sur le marché de l'emploi dans les pays sous-développés (d'après les statistiques du B.I.T.).

Or, d'après le plan indicatif mondial de la F.A.O., l'agriculture modernisée et toutes les formes de « révolution verte », si elles procurent des ressources alimentaires nouvelles et importantes pour lutter contre la famine, et pour élever le niveau des populations rurales qui composent les trois quarts de la population du Tiers-Monde, ne seront guère une source d'emploi.

(23) DELÉCLUSE, o.c., p. 48.

(24) G. MARC dans *Projet*, o.c., p. 806.

**50 millions
d'emplois
nouveaux...**

**...pour
226 millions
de jeunes**

**Les richesses
de la terre
sont limitées**

L'exode vers les villes des jeunes ruraux continuera comme par le passé. « Pour la F.A.O. c'est le problème le plus grave de la prochaine décennie » (25), car, en supposant que les pays du T.M. consacrent toutes leurs ressources à résoudre ce problème, en y ajoutant toute l'aide qu'on peut espérer des pays riches, on n'arrivera pas, au mieux, à créer plus de 40 à 50 millions d'emplois nouveaux.

La même question se pose aux pays riches qui devront créer 56 millions d'emplois nouveaux. Pour eux, ce problème n'est pas insoluble. Il l'est totalement pour les P.V.D. (26). L'économiste Myrdal se demande même si pour certains pays comme l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie, le « point de non retour n'est pas déjà atteint », c'est-à-dire qu'il est trop tard pour trouver une solution quelconque.

Il est un autre problème qui n'est évoqué dans aucun des rapports et qui pourtant se présente dès que l'on réfléchit à la *consommation des ressources non reproductibles* du globe (27). On semble désirer et admettre qu'un jour ou l'autre, les nations non industrialisées puissent atteindre le niveau de vie occidental. Mais on se garde bien de souligner qu'il serait absolument impossible au globe de soutenir une population ayant le niveau de vie américain.

On a calculé que, s'il en était ainsi, la production des métaux, fer, plomb, zinc, étain par exemple, devrait être multipliée annuellement par 3 ou 400, c'est-à-dire qu'on arriverait très vite à l'épuisement total. Or actuellement la population des Etats-Unis, qui représente 5,7 % de la population totale du globe, consomme à elle seule 50 à 60 % de ses ressources non reproductibles. « La consommation de 205 millions d'Américains correspond à celle de plus de 8 milliards d'Indiens, plus de 14 milliards de Voltaïques, etc. De la même manière, la consommation de 6 millions de paisibles Helvètes correspond à celle de 132 millions d'Indiens ou encore à 240 millions de Voltaïques ou Somaïens. Chacun peut en ce sens établir les comparaisons qu'il désire » (28).

(25) « L'aide doit contribuer au développement », *Projet*, n° 50, déc. 70, p. 1185.

(26) *Projet*, n° 47, p. 806.

(27) L'article de P. PRADERVAND dans *Développement et Civilisations*, o.c., est extrêmement suggestif sur ce sujet.

(28) PRADERVAND, o.c., p. 17.

**Le globe
s'use...**

Il en va pareillement de la *détérioration* de l'environnement. « Les experts sont unanimes là-dessus : l'air que nous respirons, l'eau que nous utilisons se dégradent dangereusement, nos ressources sont en train de s'épuiser et une continuation des tendances actuelles nous conduira à l'extinction pure et simple de la race humaine » (29). A titre d'exemple, on peut citer les cas récents de villes comme New-York ou Tokyo où l'on a dû interdire pendant quelques heures toute circulation parce que le degré de saturation de l'air avait dépassé le point critique ; ou le cas de la ville de Los Angelès où la cote d'alerte est atteinte. On pourra aussi citer le cas du lac Erié, dont les eaux sont biologiquement mortes ; ou le cas des pingouins et des ours polaires du grand Nord qui sont contaminés par le DDT.

Ces jours derniers la presse nous parlait du million de boîtes de thon qu'il avait fallu retirer du commerce en Amérique, parce que le thon était contaminé par les résidus de mercure, « alors que ce poisson se nourrit habituellement dans des eaux à l'abri des rejets de mercure (30). Dans ces conditions, il n'est pas hors de propos d'envisager « la possibilité de la mort biologique des océans en 1980, si les tendances actuelles n'étaient pas renversées » (31).

**...au profit
des riches**

Une question surgit à l'esprit : quel rapport cela peut-il avoir avec le développement des pays non-industrialisés au cours de la prochaine décennie, sinon que cette question intéresse l'humanité tout entière ?

Cependant, à regarder les choses de plus près, on s'aperçoit qu'il y a une relation très réelle et que l'on se trouve à la source même d'une politique : comme dans l'état actuel des choses il serait impensable, sur les plans de la consommation des biens et de la dégradation de l'environnement, que la plus grosse partie du globe arrive à un haut niveau, il importe avant tout de préserver le haut niveau de vie des pays riches, de garder la main sur les sources de matières premières nécessaires à l'industrie et, par ailleurs, de faire campagne dans le Tiers-Monde pour la limitation des naissances. « Dans le système économique mondial, tel qu'il existe actuellement, la pauvreté des uns est la condition même de la richesse des autres » (32).

(29) PRADERVAND, p. 23.

(30) *Le Monde* du 17 décembre 1970.

(31) PRADERVAND, o.c., p. 24.

(32), (33) PRADERVAND, p. 25 et p. 4.

**D'où une politique
de limitation
des naissances**

**...plus que de
développement**

**« 70 Voltaïques
pour
1 Américain ! »**

La question de la limitation des naissances est certes un problème en soi et qui pose de graves questions pour l'avenir de l'humanité. Mais, outre que la limitation des naissances dans les dix années qui viennent ne résoudra pas le problème de l'emploi déjà devenu insoluble, on peut se demander avec des gens du Tiers-Monde « pourquoi on ne met pas autant de ressources, d'énergie et d'imagination à développer leur économie qu'à vouloir leur prêcher le « birth control » ; pourquoi le président de la Banque Mondiale veut obtenir que l'aide soit liée à la pratique de la limitation des naissances ; pourquoi les Etats-Unis réduisent de façon draconienne leur assistance, alors qu'au sein du même budget la part allouée à la limitation des naissances a été multipliée par 37 en 5 ans... » (33).

On semble oublier deux choses : que le développement est le meilleur remède à la natalité inconsidérée ; et aussi « que le taux de consommation des ressources limitées du globe par les nations industrialisées représente une menace bien plus grande pour l'équilibre ressources-population que les taux de croissance démographique les plus élevés du Tiers-Monde ». Dans cette perspective, la « naissance d'un Américain est plus nuisible au globe que celle de 70 Voltaïques... » et on peut prendre des chiffres analogues pour les autres pays industrialisés. On trouverait cependant de très mauvais goût qu'un Voltaïque ou un Malien vienne prêcher la limitation des naissances aux pays riches... !

A. Sauvy tire pour nous la conclusion : « Toute la politique mercantiliste des pays développés est en compétition avec la croissance de la population mondiale. Elle ne serait cohérente et logique que si, subitement, la population des pays sous-développés était réduite par exemple de moitié » (34).

Il n'est pas sans intérêt de comparer ce que les Français dépensent annuellement en articles de luxe ou demi-luxe, et ce qu'ils donnent au Tiers-Monde (35).

(34) A. SAUVY : *Théorie générale de la population*, vol. 1, p. 138.

(35) Aux U.S.A. les Américains dépensent chaque année plus de 3 milliards de dollars pour animaux domestiques, soit dix fois plus que le revenu de la Guinée, et plus que le revenu annuel du Maroc. PRADERVAND, p. 8.

Une politique de maintien des privilèges

Type de consommation	Dépenses (en millions de Francs)	Aide réelle au T.M.
Automobiles individuelles, Transports ..	17 628	1 750
Boissons alcoolisées	12 858	
Tabac	5 150	
Jeux, Jouets, fournitures diverses	3 921	
P.M.U. et Tiercé	3 000	

Source : « Economie et Humanisme », Mars-Avril 1969.

Ces exemples ne sont pas inutiles pour mieux comprendre comment « il y a une opposition structurelle fondamentale et croissante entre la consommation « babylonienne » des pays développés et la population du Tiers-Monde », et comment la sauvegarde des intérêts des pays riches et de leur croissance les oblige à une « domination » économique qui est le principal obstacle au développement du Tiers-Monde. Le refus des « opérations chirurgicales » nécessaires au développement qui marque l'entrée dans la deuxième décennie n'a pas d'autre origine.

Quand le chirurgien pourra intervenir

Il est bon de reprendre ici en entier la conclusion de R. Buron dans le « Monde Diplomatique » d'octobre 1970, sous le titre « une prise de conscience devant laquelle les Grands cherchent à se dérober » : « l'étape définitive ne pourra être franchie que lorsque les grands Etats-Nations modernes et les Etats-Unis en particulier, renonceront à la domination politique et à l'exploitation économique des pays faibles. Ce n'est pas l'ONU, sous sa forme actuelle ou même sous une forme améliorée, qui pourra les contraindre à cette renonciation. Elle ne pourra être obtenue que lorsque les peuples eux-mêmes sauront s'emparer des appareils nationaux qui dirigent ces Etats, et donner un cœur à ces « monstres froids ».

**Deux maladies
graves :**

**Une course
à l'armement...**

**...qui soutient
une politique...**

**...qui coûte
cher...**

**...et amène
à faire
des choix**

Deux « cancers, » directement produits par « l'impérialisme » des pays riches, se présentent dès l'abord au bistouri du chirurgien, à savoir les dépenses consacrées à l'armement et le maintien en place des oligarchies dominantes dans le Tiers-Monde.

Le problème de l'armement est à double face : il a pour motif inavoué, mais certain chez les riches, le maintien de leur puissance économique et de leur domination politique ; d'autre part les dépenses engagées sont telles, que les pays riches ne peuvent en même temps faire cet effort et aider puissamment le développement du Tiers-Monde. De ces deux aspects, le premier est peut-être le plus important.

Le livre de Claude Julien « L'Empire américain » (36) est tout à fait révélateur de la cohérence entre la domination politique et économique des Etats-Unis et leur puissance militaire. Mais ce qui est dit des Etats-Unis peut être pareillement affirmé, toutes proportions gardées, des autres pays riches. Il nous suffit de répéter ici ce que le Président Johnson disait très franchement en 1966 à un groupe de soldats américains stationnés au Vietnam : « Il y a trois milliards de personnes dans le monde et nous ne sommes que 200 millions. Nous sommes surclassés à 15 contre 1. Si la force faisait la loi, ils balayeraient les Etats-Unis et prendraient ce que nous avons. Nous avons ce qu'ils veulent » (37). C'est pourquoi un aspect important des dépenses militaires américaines est de garantir une possibilité d'intervention directe rapide en vue d'assurer la sécurité des investissements américains à l'étranger, notamment en Amérique Latine.

Par ailleurs les dépenses américaines pour l'armement sont considérables alors que l'aide consacrée au Tiers-Monde est minime : en 1969-70, les dépenses militaires se sont élevées à plus de 350 milliards de francs (nouveaux), « ce qui représente près du tiers du revenu national annuel de tous les pays du Tiers-Monde ».

Si l'on additionne toutes les dépenses d'armement des pays riches on arrive à des chiffres tels, que l'on s'aperçoit vite que les pays sont acculés à un choix : ou continuer cet armement et laisser tomber le T.M., ou aider puissamment le T.M. et réduire l'armement. Or, non seulement ils entretiennent un armement pour assurer la continuité du système, mais encore ils aident

(36) Claude JULIEN, *L'Empire américain*, Grasset, 1968, chapitre VII : « l'empire militaire ».

(37) Cité par P. Pradervand, o.c., p. 15.

**...et à devenir
« marchands
de canons »**

**Un soutien
des oligarchies...**

**aux dépens
de la liberté
des peuples**

bon nombre de pays sous-développés à accroître leur potentiel militaire qui trop souvent n'est qu'un luxe coûteux prélevé sur leur maigre budget. Par contre, la vente des armes permet aux usines d'armement de travailler à moins de frais et le commerce des armes est rentable : M. Debré à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 69 affirmait : « De nos jours une grande industrie d'armement n'est concevable qu'à condition d'exporter. C'est un phénomène que l'on peut regretter, mais il est éclatant » (38). En fait, la France est devenue le 3^e exportateur mondial d'armement, après les U.S.A. et l'Union Soviétique. Ces exportations représentent environ 8 % de l'ensemble des exportations françaises et plus du quart des biens d'équipement français à l'étranger (39).

Evidemment, si les dépenses d'armement étaient progressivement réduites, et les livraisons d'armes supprimées, il faudrait prévoir la reconversion de bon nombre d'usines, et de milliers d'ouvriers. Le problème des « reconversions » qui a été évoqué plus haut se retrouve de nouveau (40).

Il est par ailleurs de plus en plus évident qu'un véritable développement ne peut se faire que si le peuple y est activement accroché, et s'il a une large participation ; la condition est qu'il espère en être bénéficiaire et que la croissance économique ne profite pas seulement à une élite, la masse du peuple n'en recevant que quelques « retombées ». Or, pour l'instant, c'est le phénomène inverse qui se produit un peu partout : dans la plupart des pays d'Afrique, les gouvernements en place sont acquis aux anciennes puissances coloniales, ont été directement ou indirectement mises en place par elles, et retiennent à leur profit la plupart des bénéfices de la croissance et de l'aide (41). Le phénomène est encore plus patent en Amérique latine où « les Etats-Unis s'emploient à maintenir le système en vigueur. Ils ne peuvent pas trop accélérer la modernisation économique, le soutien politique des oligarchies locales étant indispensable ; et encore moins satisfaire les aspirations populaires en faveur d'une modification des structures sociales fondamentalement en conflit avec les intérêts impérialistes... La permanence d'une

(38) R. MICHEL : « La France vend des armes », dans *Projet*, nov. 70, n° 49, p. 1 099.

(39) *Le Monde* du 13 janvier 1971 : « En un an les exportations d'armes par la France ont presque triplé ».

(40) L'industrie du matériel de guerre occupe 270.000 travailleurs, et représente, en certains endroits, le principal pourvoyeur d'emplois. *Projet*, n° 49, p. 1 104.

(41) *Monde diplomatique*, décembre 1970 : « Bilan de la décolonisation ».

**La concurrence
avec le
Tiers-Monde...**

**...suppose
une planification
mondiale...**

**...et des
reconversions**

dictature militaire est donc la solution appropriée qui va leur permettre de conserver le contrôle de la situation » (42).

Cependant l'armement aussi bien que le soutien aux structures existantes dans les pays sous-développés ne sont que des moyens de maintenir le système. Le vrai noeud de la question concernant non seulement la deuxième décennie, mais l'avenir du Tiers-Monde, c'est de modifier le système en abordant franchement la question des « reconversions nécessaires », dont il a été fait mention au cours de cet article.

Il faut regarder en effet de plus près pour se rendre compte qu'une modification profonde des structures internationales ne peut aller sans des remaniements importants et qui ne toucheront pas seulement les possédants, mais aussi le monde du travail. Le problème fondamental est d'assurer l'accès des marchés des pays industrialisés aux produits nouveaux résultant du développement économique des P.V.D. et pour lesquels ils sont compétitifs. C'est ici que l'on se heurte à une résistance déterminée de la part des pays riches. Quelques exemples précis peuvent illustrer ce problème : dans le domaine agricole, concurrence entre vins d'Algérie et vins du Languedoc ; entre production des matières grasses et oléagineux africains ; entre production de betteraves et sucres de canne ; et, peut-être demain, entre le blé français et les surplus du Tiers-Monde. Dans le domaine industriel, concurrence entre nos industries alimentaires et celles qui s'installent dans le Tiers-Monde ; entre les textiles et notre industrie textile déjà en difficulté ; pareillement pour les chaussures et les vêtements.

Il a été question à la page précédente des nombreux travailleurs dont l'emploi serait mis en question si nos industries d'armement ne tournaient pas à plein. On peut en dire autant de beaucoup d'autres industries, quand les produits manufacturés du Tiers-Monde viendront, ou viennent déjà accaparer le marché. L'exemple de l'industrie textile est déjà frappant : plusieurs pays d'Asie ou d'Afrique fabriquent aujourd'hui des textiles et cherchent à les vendre. Faut-il ou non laisser entrer ces produits sur le marché occidental avec des « préférences tarifaires » ? Ce qui est pour ces industries du T.M. une nécessité ; et pour les nôtres un terrible handicap. On lira dans ce sens l'article du Monde en date du 21 janvier 1971 sur le débat au parlement européen : « Faut-il ouvrir rapidement les fron-

(42) Miguel ARRAES, dans *Le Monde* du 29 juillet 1969 : « Les Etats-Unis et les oligarchies locales en Amérique latine ».

Qui réfléchira
les
re-conversions ?

Qui
travaillera...

tières du Marché commun aux produits textiles du Tiers-Monde ? ».

Or « tout ceci met en cause, non pas tant des intérêts capitalistes, mais l'existence même d'une partie de notre population laborieuse paysanne et ouvrière... ». Ceci suppose donc « une politique à long terme de *restructuration* de notre agriculture et de notre industrie, avec un nouvel équilibre de nos productions et des compensations financières réparties sur une longue période... » (43).

Tel semble être le problème fondamental qu'on ne peut éviter et qu'il faudra bien regarder un jour en face ; le plus tôt serait le mieux, car tout cela ne peut se faire du jour au lendemain ; il y faut une progression, et les populations laborieuses ont droit à leur travail. Ne serait-il pas temps, dans cette perspective, alors que nous connaissons depuis longtemps des « ministères de la guerre » ou « des forces armées » d'instituer un « ministère de la Paix » chargé d'étudier, et dans une collaboration internationale, ces reconversions nécessaires qui commandent la Paix de demain ? (44).

Ces quelques aperçus nous laissent entrevoir que la question du développement n'est pas simple, et qu'elle entraîne des remaniements profonds de la vie internationale (45). Elle est même d'une « *austère complexité* ». « Le développement est l'entrée dans un processus où les forces de chacun doivent s'appliquer à un projet commun. Il doit s'appuyer sur une volonté politique et recueillir une adhésion collective... il suppose un changement de mentalités autant que de structures... » (46).

Devant une telle complexité, beaucoup de gens bien intentionnés sont tentés de lever les bras au ciel dans un sentiment d'impuissance ; d'autres finissent par se désintéresser de ces questions de développement et prennent allégrement leur parti de la pauvreté de la plus grosse masse de l'humanité ; d'autres, soupçonnant tout ce que le développement mettrait en cause dans nos pays, préfèrent pratiquer la politique de l'autruche, ou verser dans le cartiérisme. D'autres enfin, assurés que ces problèmes ne peuvent être résolus que politiquement sur un

(43) A. PHILIPP, *Terre entière*, o.c., p. 39.

(44) Suggestion avancée par Pax Christi.

(45) D'autres aspects auraient pu être signalés, mais ils vont tous dans le même sens : par exemple la domination financière, à travers la Banque mondiale ; ou encore l'extension des grandes firmes internationales. Cf. *Projet*, n° 47.

(46) *Projet*, o.c., n° 47, p. 771.

**...aux conversions
de mentalité
indispensables ?**

plan national et international, militent pour les changements. Or s'il est certain que ces problèmes ne peuvent être résolus que sur un plan politique, que seule une force politique peut aider à sortir du système, il reste, comme le disait à l'instant le regretté A. Philipp, que ces changements devront s'appuyer sur une « adhésion collective » et supposent des « changements de mentalité ». Quel pouvoir politique oserait prévoir dès maintenant les reconversions nécessaires ? Qui s'aventurerait à doubler l'aide des pays riches, au détriment de nos propres nécessités « car plutôt la Corrèze que le Zambèze », dit l'opinion publique ?

Qui ose parler du Tiers-Monde dans une campagne électorale ?

Quel gouvernement, aussi bien d'ailleurs dans les pays socialistes que dans les pays occidentaux, oserait décréter un « impôt de solidarité » prélevé sur les biens dits de luxe ?

Quelques *conclusions* pratiques apparaissent au contraire à la suite de cette réflexion :

— La *conversion des mentalités*, si nécessaire, nous appartient à tous et à chacun. Si nous ne sommes pas résignés à appartenir au monde privilégié, laissant à leur triste sort le reste de l'humanité, il nous faut œuvrer par tous les moyens à notre disposition à informer l'opinion, à redresser les slogans nuisibles (« plutôt la Corrèze que le Zambèze »), à faire connaître les problèmes tels qu'ils se posent : information personnelle, information des autres, c'est déjà tout un programme.

— La *réflexion sur les « reconversions »* nécessaires n'est pas seulement œuvre de spécialistes ; chacun y est intéressé, et est partie prenante à son niveau.

Dans la question du sucre, par exemple, le problème intéresse au plus haut point non seulement les gouvernements, mais les betteraviers, les agriculteurs, etc.

Pourquoi, dès maintenant, chaque groupe de réflexion n'introduirait-il pas la dimension Tiers-Monde dans ses propres problèmes ? En fait, tout ce que nous faisons ou décidons chez nous a une répercussion ici ou là dans le T.M. Pourquoi ne pas y réfléchir dès maintenant, toujours et à tous niveaux ?

— Puisque le fond du problème apparaît finalement *politique*, pourquoi ne pas faire campagne en ce sens, notamment

au moment des élections ? Pourquoi ne pas exiger des candidats des prises de position sur ce sujet (alors qu'il n'y en a pas un sur cent qui ose en parler dans son programme électoral) ? Si vraiment le « développement est le nouveau nom de la Paix », pourquoi ne pas choisir comme candidat en priorité celui qui est prêt à travailler dans ce sens ?

— Enfin toutes sortes *d'initiatives* sont possibles ; il faut imaginer et créer ; en ce sens, une commune de Loire-Atlantique a décidé de prélever 1 % sur son budget communal pour le Tiers-Monde. D'autres ont fait des associations et des échanges avec tel ou tel pays des P.V.D. D'autres ont noué des relations culturelles, et des échanges de visiteurs ont été organisés... etc. Beaucoup de choses sont possibles dans cette ligne.

Il nous appartient donc, pour une part, à chacun d'entre nous, de répondre au dilemme que pose R. de Montwallon : « Ou bien la deuxième décennie du développement commencera à détruire les obstacles qui rendent le développement de certains pays incompatibles avec la croissance des autres, et à inventer de nouvelles manières d'être un homme, ou bien elle sera une farce, probablement sanglante » (47). Et les évêques asiatiques, dans leur récent message (48), lancent un appel pour que la deuxième décennie ne devienne pas « la décennie de la colère... ».

(47) *Terre entière*, o.c., p. 78.

(48) *La Croix*, 24 décembre 1970.

Quelques références

- **Revue « Développement et Civilisations » (IRFED) — N° 39-40 — Mars-Juin 1970**
« *La limitation des naissances est-elle l'instrument de la politique des nantis ?* ».
- **Revue « Projet » N° 47 — Juillet-Août 1970**
« *Quel avenir pour le Tiers-Monde ?* ».
N° 49 — Novembre 1970
« *La France vend des armes* ».
N° 50 — Décembre 1970
« *Industrialiser le Tiers-Monde* ».
- **Revue « Terre entière » N° 40 — Mars-Avril 1970**
« *Lecture du rapport Pearson* ».
- « **Le Courrier de l'Unesco** » — **Février 1970**
« *Le rapport Pearson : une nouvelle stratégie pour le développement planétaire* ».
Novembre 1964 — Août-Septembre 1967 — Novembre 1970
« *Les problèmes du désarmement et de la reconversion* ».
- **Revue « IDOC » international N° 38 du 15 Janvier 1971**
« *Les ventes d'armes* ».
- **Revue « Economie et Humanisme »**
N° 186, Mars-Avril 1969
« *Coût de l'aide au Tiers-Monde* ».
N° 195 Septembre-Octobre 1970
« *Afrique Noire, dix ans d'indépendance* ».
- **Claude Julien :**
« *L'Empire américain* ». — Grasset 1968.
- « **Monde Diplomatique** » — **Octobre 1970 — Décembre 1970**
- **Extraits des journaux : « le Monde » — « la Croix »**
- « **Croissance des Jeunes Nations** » **N° 78, Juin 1968 — N° 97, Mars 1970 — N° 106, Décembre 1970.**

« Nous avons maintenant une économie mondiale où TOUTES les positions de force, toutes les richesses, tout l'investissement, tous les services commerciaux et surtout l'appareil — vital — tout entier de la recherche, tout cela se trouve concentré aux mains d'une petite élite de nations pour lesquelles la modernisation est déjà chose faite.

C'est cette extraordinaire concentration de richesse — dont les nations industrialisées sont trop souvent quelque peu inconscientes — qui contribue à expliquer l'amertume et le ressentiment dont font parfois preuve les nations en voie de développement...

Quelle force ont les tentations de la richesse et de la puissance, nous le savons bien. Quelle énorme partie des excédents mondiaux de richesse tranquillement acceptée et accumulée par les nations héritières de la civilisation chrétienne, nous le savons aussi ».

(extrait du message de la commission pontificale « Justice et Paix » adressé à M. U. Thant à l'occasion du lancement de la 2^e décennie du développement).
(Doc. Cath. N° 1575, col. 1070-1071)

« L'effort d'assistance, soutenu par certaines des nations les plus riches n'équivaut même pas, au niveau mondial, à un simple début de taxation redistributive ou à une saine politique de bien-être. Dans un monde où la puissance se trouve si inégalement répartie, on ne saurait concevoir ni justice, ni libération, ni coopération, tant que les nations ne feront bloc que dans la cupidité et dans la crainte...

Si la décennie, au seuil de laquelle nous nous trouvons, ne contribue pas à inverser l'ordre de marche pour combler l'abîme de jour en jour plus profond qui sépare les riches des pauvres — à l'intérieur des différentes sociétés comme dans le monde entier — l'on ne pourra que se refuser à croire que l'humanité arrive en paix à la fin de notre siècle si déchiré ».

(même référence : col. 1070)

L'évolution de la Tunisie et les questions qu'elle pose à l'Eglise

Equipe : Prêtres-Laïcs

(Suite d'un article paru dans le n° 21, mai-juin 1970)

Eléments de rencontre

Depuis qu'ont été écrits les deux premiers chapitres de ce triptyque, un an s'est écoulé : les événements se sont bousculés, l'évolution a continué.

**Année
de transformation
profonde
pour
la Tunisie**

Les inondations de septembre 1969 ont anéanti une partie des efforts faits depuis 10 ans pour retenir l'eau (tabias — petits barrages) ou pour fertiliser des sols (périmètres irrigués — création ou amélioration de sols aujourd'hui délavés) ; elles ont considérablement perturbé la progression du réseau de communications (routes — ponts — chemins de fer). Des millions de dinars sont à trouver dans une aide étrangère lourde de charges financières sociales et politiques.

Le coup de frein mis au développement des coopératives et toute *l'évolution politique* de l'automne 1969 plongent le

pays et chacun de ses habitants dans une situation imprécise. La critique officielle des options prises autrefois remue les esprits qui cherchent à comprendre ; les uns s'inquiètent et voudraient percer le mystère de l'avenir, d'autres reprennent confiance en leur destin immédiat. La condamnation d'hommes qui tenaient en main des responsabilités économiques et politiques de premier plan suscite des interrogations qui la dépassent.

L'austérité qui règne en Tunisie depuis plusieurs années semble devoir durer. Le coût de la vie s'élève pour des salaires qui restent bloqués. La diminution certaine de la coopération étrangère coûteuse — la nécessité de faire une place aux jeunes diplômés arrivant sur le marché du travail — la tunisification de l'enseignement qui se veut de plus grande qualité en même temps que plus adapté, plus national — le recours parallèle à l'aide étrangère pour mettre en route des projets de réorganisation et de développement — l'appel aux capitaux et aux touristes étrangers... bref, tout un chacun sent qu'un tournant capital est en train de se prendre ; chacun y est attentif, même s'il n'a pas toujours le moyen de préciser son opinion ou d'infléchir le cours des événements.

La communauté chrétienne est prise aussi dans ce bouillonnement, certains de ses membres participaient d'une façon ou d'une autre aux options générales ; d'autres se retrouvent plus à l'aise dans ce qui semble se dessiner ; mais tous se sentent obligés de revoir les conditions de leur existence ici ; une étape de la « coopération » semble être franchie.

Contre-coup ou coïncidence ? l'évolution de notre communauté *paraît marquer un temps d'arrêt* ; Le Conseil pastoral se renouvelle en février sans activité réelle depuis juin ; les « Commissions » de 1969 sont presque toutes mises en congé. Les institutions semblent d'abord consolider les étapes précédentes. Les célébrations liturgiques collectives en restent à leur recherche d'hier. Des groupes s'étiolent. Une lassitude gagne un certain nombre : réunion et bavardage trop nombreux !... Les efforts faits depuis quelques années n'ont pas produit leurs fruits !

Ne faut-il pas mieux, dans ces conditions, prendre du

recul ? Ne faut-il pas avancer humblement sans bruit, dans l'ombre à partir de ce qui est déjà. Création spontanée de petits groupes de réflexion, recherche par le nouveau Conseil pastoral de ce que pense la base, besoins locaux de rencontre, d'échanges, d'expression liturgique ; moins de questionnaires, plus de liens, pas de directives ; chacun obligé de prendre sa responsabilité personnelle...

A ceux qui cherchent à comprendre ce qui se passe, cette année semble être *une année de transition* qui serait enlèvement si le courage personnel et le souci de l'ensemble s'amoin-drissaient.

Période d'activité personnelle où l'on recherche ce qui se passe, et où pourtant on ne croit pas devoir manifester publiquement ses propres choix bien diffus. Période de doute, d'interrogation, de replis mais qui suscite la méditation et la recherche. Période de calme qui cache les tensions et les options profondes sans les étouffer. Période qu'il faut vivre de l'intérieur pour en découvrir la richesse et discerner les voies d'avenir. Si elle apparaît à première vue une retombée, n'est-elle pas tout autant une préparation, une lente maturation ?

C'est dans ce contexte collectif qu'un groupe suscité par la Conseil pastoral a essayé cette année de prolonger la réflexion amorcée précédemment.

Attachés à la Tunisie par des liens sérieux et divers, les membres de ce groupe avaient en commun leur désir réel de pouvoir vivre définitivement en Tunisie et de participer à la responsabilité de la Communauté chrétienne.

A partir de leurs expériences diverses, de leurs positions différentes en face des grands problèmes qui agitent le monde et l'Eglise, ils ont cherché à discerner aujourd'hui pour demain quels chemins ils ont parcouru et les points principaux où se joue leur existence d'hommes chrétiens. Ils pensent pouvoir, à partir de là, apporter une contribution valable pour l'édification de notre communauté chrétienne en Tunisie.

Leur réflexion peut s'organiser sous trois têtes de chapitre :

- I. — La participation de la vie tunisienne les a transformés jusqu'au plus profond d'eux-mêmes.
- II. — Des interrogations sérieuses ne manquent pas d'être soulevées par la « rencontre ».
- III. — Une approche nouvelle de leur vie d'hommes et de chrétiens prend corps et oriente leur cheminement.

Ce qui les amène à formuler quelques orientations et une proposition qu'ils pensent valables pour la Communauté chrétienne.

Vivre en Tunisie, c'est se transformer

Au cours des années passées, *une transformation profonde* s'est opérée chez un certain nombre de chrétiens.

Par tempérament ou goût de la découverte, par besoin de comprendre ou par refus des limites de leur groupe ethnique, avec des motivations humaines bien différentes selon chacun, ils ont commencé à chercher des liens réels avec les hommes qu'ils découvraient différents. Les événements ou les situations personnelles aidant, les uns se lançaient dans l'étude de l'arabe, les autres prenaient un travail qui les incorporait à une entité réellement tunisienne, d'autres participaient à des organisations extraprofessionnelles ouvertes à tous, d'autres travaillaient à ce mouvement d'ouverture des institutions chrétiennes aux enfants et aux programmes tunisiens, ...d'autres fondaient un foyer (mariage mixte)...

Déjà avant l'indépendance, mais surtout depuis, un nombre toujours plus grand de chrétiens et de chrétiennes ont accepté ou voulu une véritable rencontre avec le pays et ses habitants. Chacun est actuellement à un stade d'évolution différent, mais ce qui a été entrepris au plan personnel, dans l'ombre, commence peu à peu à gagner l'ensemble de la

communauté chrétienne. Les slogans tels que : « dialogue — service du pays — liens réels avec le pays — l'Eglise pour la communauté humaine », le succès des réunions d'information sur l'Islam, l'évolution des préoccupations dans les « Conseils », les choix faits par certaines congrégations religieuses... montrent bien qu'il est collectivement admis que *notre Eglise ne peut plus vivre en marge du pays*. Depuis quelques années, notre communauté chrétienne a certainement fait un pas irréversible pour se situer *en liaison plus objective avec les réalités tunisiennes*.

Pour ceux qui ont plus particulièrement désiré jouer leur vie dans cette rencontre avec la Tunisie et ses habitants, la transformation n'a pas seulement *modifié certains de leurs comportements ordinaires, ou certains jugements généraux* sur ce que sont les tunisiens ou l'arabisme, sur les musulmans ou sur l'Islam. Si leur cœur s'est ouvert, ce n'est pas seulement de pitié pour la masse des pauvres qu'il s'est enrichi, ce ne sont plus seulement les qualités d'accueil, de patience et de soumission à la volonté de Dieu qui les émeut ; si leur intelligence s'est élargie, ce n'est pas seulement pour avoir appris certaines coutumes, assimilé certaines pages d'histoire ou emmagasiné une certaine compréhension des rites ou de la révélation coranique. Tout cela se passe naturellement dans le cœur du co-opérant de bonne volonté ou dans le cerveau d'un homme qui aime lire et sait regarder. Loin de mépriser ces transformations superficielles qu'ils constatent chez beaucoup de gens de passage, ils sont bien obligés de reconnaître qu'elles sont autrement positives que beaucoup d'attitudes d'autrefois, et qu'ils ont, comme tout le monde, commencé eux aussi par ces tâtonnements, cette « naïveté », ces expériences primordiales. Mais ils ont eu la chance, « la grâce », d'aller au delà de ces approches sentimentales ou intellectuelles. Comment cerner rapidement ce qu'ils sont devenus ?

Pour l'un ou l'autre parmi eux, c'est cette *espèce de complicité qu'ils ont acquise* avec le thé épais, la meloukhia, la chekchouca ; c'est leur familiarité avec les artistes populaires, leur préférence marquée pour Oum Kalthoum, Saliha ou Feïrouz, leur joie franche au cours de pièces de théâtre en arabe dialectal ; c'est leur bien-être lorsqu'ils peuvent se reposer de

leur chaise et s'asseoir sur une peau de mouton ou sur leurs talons ; c'est leur besoin de se laver les mains et la bouche après un repas où l'on a pu oublier la cuiller, pourtant placée en évidence ; bref, c'est tous ces détails de la vie quotidienne qui sont entrés dans les réflexes de certains, chacun suivant son tempérament et les occasions qui l'ont obligé d'abord, qui lui ont permis ensuite, de s'approprier ces mœurs et de les faire siennes.

C'est aussi, pour ceux qui sont allés plus avant dans la pratique de la langue, *la richesse des nuances nouvelles* que met à leur disposition le parler quotidien ; ce sont ces mots et ces expressions qui sortent lorsque la mémoire semble oublier la tournure de leur langue maternelle ; c'est la mélodie de ces phrases qui autrefois leur apparaissaient heurtées et qui les a fait communier à l'envoûtement de la proclamation du Coran. Là encore, les dons et les occasions ont été diverses pour chacun, mais chez tous, il y a cette certitude que la langue a une place importante au cœur dans la rencontre décisive.

C'est encore pour le plus grand nombre *leur adhésion à l'effort collectif du pays* pour résoudre ses propres problèmes. Pour certains, les événements et les questions de leur pays d'origine sont devenus tellement lointains qu'ils ne les comprennent presque plus. Mais il y a ceux d'ici : ils les vivent non plus en spectateurs mais en hommes ou femmes qui se sentent engagés dans les vicissitudes politiques, sociales, économiques. Que ce soit les objectifs et les moyens de développement, l'évolution de la promotion féminine ou de la scolarisation, les programmes touristiques ou les tensions culturelles, ils s'en sentent de quelque façon partie prenante ; ce sont leurs problèmes, leurs questions, leurs espérances.

Certes, ils savent bien qu'en un certain sens ils se mentent un peu à eux-mêmes, car la plupart ne savent pas encore s'ils auront la possibilité de vivre définitivement ici, et consciemment ou non ils gardent un pied de l'autre côté de la mer. *Les choix décisifs* qui les lieraient corps et âme au destin du pays *n'ont pas été complètement faits*. Mais c'est aussi par honnêteté qu'ils n'ont pas voulu poser des actes qui seraient au delà de leur participation actuelle à la vie tunisienne :

ils ont tellement conscience que les années passées ne sont en quelque sorte que l'introduction à leur partage à la vie tunisienne, qu'il leur faudra franchir encore de multiples étapes, qu'ils ne seront « jamais comme les autres »...

Mais pourtant ils ont suffisamment avancé pour savoir que c'est dans cette direction que se découvre peu à peu leur vraie personnalité et que les virtualités de leur héritage donnent leur mesure. Ils en ont déjà reçu les arrhes...

Car il y a les « amis », *les vrais amis*, que la vie et (nous le croyons) le Seigneur nous a donnés... Décrire ces liens intimes avec des hommes et des femmes enracinés dans un autre univers culturel, social et religieux que le nôtre, n'est guère possible. Mais cette expérience de la rencontre dans un travail en commun de plusieurs années... les veillées où toute la vie se raconte ou se laisse pressentir, les discussions où tout est franchement abordé dans un tel respect des différences qu'elles sont dépassées et qu'elles ne laissent plus place à la confusion ou au syncrétisme... il faut le vivre pour en savoir le prix. Il n'y a plus de place pour les enthousiasmes naïfs ou les jugements de valeur, pour les théories intellectuelles, les complexes de supériorité, pour le dogmatisme religieux...

Et nous pressentons la *richesse irremplaçable* que peuvent expérimenter des « ménages mixtes » où se vit de façon privilégiée cette rencontre que la plupart d'entre nous ne peuvent actuellement chercher que dans une vie de célibataire ou de ménage européen (ils n'ont que peu de chance de pouvoir aller jusqu'au bout de leur projet). Il faudrait ici reprendre ce qu'ont pu nous révéler certaines femmes, de l'intensité de leur transformation personnelle dans le partage total des espérances, dans la communion intime de la personnalité de leur mari, dans les difficultés et les responsabilités familiales ou sociales partagées avec lui.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur la transformation que chacun de nous sent s'opérer progressivement en lui. Ce que nous voulons exprimer, c'est que chacun à notre manière, nous avons peu à peu changé nos goûts, nos préoccupations et jusqu'à notre façon de vivre et de penser. Cela nous le devons tout particulièrement à des Tunisiens

qui nous ont donné leur confiance puis leur amitié. *Ce bouleversement de notre vie, dans l'amitié, nous le considérons comme le plus grand bien reçu, comme une grâce inestimable*, comme l'enrichissement décisif de nos existences de ces dernières années. Nous voulons en témoigner dans l'Eglise, dans la mesure où certains membres de notre communauté, pour de multiples raisons historiques ou psychologiques, ont encore des réflexes de repli, de peur peut-être, ou ne voient pas l'intérêt d'une existence vécue en Tunisie.

Quelques questions d'importance

La transformation qui s'opère en nous, il ne faudrait pas l'imaginer comme une série d'apports nouveaux qui viendraient se plaquer sur, s'ajouter à l'héritage que nous avons reçu de notre milieu d'origine, de notre éducation. Dans un mouvement de va et vient continu, ce que nous découvrons peu à peu *remet en cause* toutes sortes de structures, de certitudes que nous croyions définitives — et ces *interrogations nouvelles* nous provoquent à une nouvelle rencontre de la réalité.

Il serait bien long de développer tout ce que nous avons déjà dû revoir, critiquer, abandonner, démolir. Nous ne pouvons que trop rapidement esquisser tout d'abord tout ce qui relève de notre « supériorité » occidentale.

Bien sûr il y a le *racisme diffus* dont nous avons hérité de notre éducation ; il nous situe inconsciemment « en face » de « l'arabe » qui n'est pas immédiatement de même valeur, de même ordre que le français (ou l'italien ou le belge).

Il y a aussi ce que l'on appelle l'équilibre des forces, ...l'aide aux pays sous développés... toute une série de faits que nous acceptions autrefois ; mais peu à peu les réactions de nos amis ou du pays dans son ensemble nous les font analyser de façon différente. *L'utilisation, par le monde riche et*

puissant des peuples plus faibles nous saisit, à travers la guerre d'Algérie, du Vietnam, et surtout de la Palestine, à travers les accords de coopération économique et l'aide liée ; il y a les zones d'influence linguistique et la francophonie, il y a les devises des touristes, la coopération culturelle, les « dons » des œuvres internationales caritatives... Tout cela blesse profondément ceux parmi nous qui sentent combien c'est asservissant, même si c'est accepté, voire demandé, par les Etats eux-mêmes (les contrats de travail, au XIX^e siècle n'étaient-ils pas, eux aussi, acceptés, demandés, par les ouvriers ?).

Peu à peu nous avons appris à sentir l'extraordinaire *puissance particulariste des valeurs proposées* par la civilisation occidentale actuelle. Les mots d'efficacité, de rentabilité, de liberté même, tout ce que véhicule le mot « culture » nous apparaît aujourd'hui comme foncièrement « conquérant » : ne sont-ils pas les slogans qui permettent aux pays riches en tout de le devenir plus encore, qui justifient la condition inférieure dans laquelle on maintient les autres ? De même, ne faudrait-il pas s'attarder sur la « charité » prônée par les Eglises des pays nantis ?

En allant plus avant, *l'incompréhension foncière* et quasi générale des occidentaux de toute origine sociale ou ethnique pour toutes les richesses culturelles, pour les coutumes, les mœurs, les jugements et jusqu'à l'art qui s'expriment en Tunisie nous a appris combien notre éducation et nos jugements étaient peu universels. Absolument ignorants de la véritable histoire (que nous avons apprise dans la seule mesure où elle interférerait avec les événements de notre pays d'origine, nombril du monde), plus même, façonnés par elle dans une hostilité inconsciente envers tous ceux qui arrachaient à nos ancêtres un succès militaire ou une prééminence, nous nous sentons héritiers d'une culture très riche certes, mais foncièrement *chauvine*.

Aussi nous nous trouvons *extrêmement pauvres et démunis* dans nos rencontres quotidiennes ou notre lecture des événements, non pas parce que nous n'y avons pas de richesses propres (nous en avons trop), mais parce qu'elles ne nous permettent pas, voire nous empêchent de reconnaître, de com-

prendre, d'apprécier et de faire nôtres les richesses des autres. Nous avons été formés à analyser l'univers à partir d'axiomes qui supportent la culture occidentale et nous n'arrivons pas à comprendre ceux qui sont à la base d'une autre civilisation à qui pourtant l'Occident doit tant. Si bien que très souvent nous sommes les « *barbares du Nord* » introduits indûment dans un monde qui a sa politesse, ses mœurs, ses vérités, sa logique. Et si la plupart de nos frères d'origine détournent la tête et refusent pratiquement cet univers qu'ils ne saisissent pas, nous avons, quant à nous, choisi de faire confiance à ceux qui y sont enracinés, de nous laisser guider par eux dans notre découverte du monde. Nous avons appris peu à peu à nous reconnaître ignorants, lourds, inintelligents ; nous avons objectivement perçu par toutes sortes d'événements que ce que nous sommes et possédons n'est qu'une petite partie de la richesse infiniment variée de l'humanité.

Nous sommes convaincus maintenant, après plusieurs années, que tout le retournement que nous sommes amenés à faire nous enrichit humainement ; même si nous ne pouvons pas suivre sur leur propre terrain nos amis d'Occident, même si dans certains secteurs de notre vie *nous nous sommes sous-développés, nous avons acquis une dimension universelle, irremplaçable.*

...La remise en cause de notre enracinement ne s'arrête pas à ce que nous pourrions appeler notre héritage socio-culturel. *C'est notre être de chrétien qui a dû se transformer le plus profondément.*

Certes nous trouvons auprès de certains amis et camarades un terrain favorable pour *invoker ensemble le Seigneur*, pour vibrer ensemble à des événements, à des fêtes religieuses, au delà de nos différences... N'arrive-t-on pas avec beaucoup plus de spontanéité qu'avec des Européens, à parler de Dieu, de sujets religieux ? Souvent nous avons à répondre de notre croyance, de nos rites, de nos mœurs, du célibat pour Dieu, de l'organisation de l'Eglise... Il y a aussi certaines conversations, certaines soirées où, nous semble-t-il, nous abordons ensemble au Mystère, où l'échange est si profond que nous sentons presque physiquement la présence vivante de Dieu.

Ne sommes-nous pas témoins, quotidiennement, de paroles et d'actes qui nous semblent venir de bien plus loin que les hommes et les femmes qui les vivent ? Là encore, là surtout nous expérimentons *le travail de l'Esprit qui souffle où il veut*.

Mais à côté de cela, il y a... eh bien ! il y a la vie quotidienne, la vie de nos amis qui se disent musulmans, et la nôtre qui nous disons chrétiens ; il y a la vie du monde « sécularisé » à laquelle nous participons ensemble ; il y a la pauvreté des hommes qui marchent avec nous vers un avenir commun ; il y a la religiosité soumise de ceux qui n'ont aucun espoir humain... il y a...

Nous sommes d'abord frappés par les préceptes (Rama-dam, etc.), les coutumes et les traditions (Voile des femmes — mariage, etc.) qui découlent, ou que l'on croit découler *des impératifs religieux*. Frappés aussi par tout ce qu'ils imposent de contraintes, d'aliénation parfois, même si nous leur reconnaissons quelques valeurs authentiques. Alors nous nous sentons directement *interpellés dans notre façon de concevoir et de vivre notre Foi*. Car nous découvrons comme dans un miroir que le christianisme, que nous vivons, véhicule lui aussi des tabous, des aliénations, des contraintes auxquelles nous donnons notre adhésion et qui n'ont probablement pas de rapport avec une Foi vivante en Celui qui veut nous faire vivre de la liberté des enfants de Dieu et nous faire parvenir à l'état d'hommes faits. Et plutôt que de crier : harro sur l'Islam (ou le judaïsme) qui « emprisonne » les hommes, nous préférons regarder d'abord ce qui, chez nous, relève de cette maladie qu'ont les hommes de religion ou les foules croyantes, de *construire des systèmes, de se donner des lois, de sacraliser des tabous — et d'en faire reporter la responsabilité à Celui qu'ils appellent leur Dieu*.

Parallèlement, notre vie quotidienne avec nos collègues ou nos amis nous apporte à tout instant la preuve qu'une bonne part de ce que nous croyons *être spécifiquement chrétien ne saurait l'être* : sens de l'homme, générosité, sacrifice total pour le salut de l'humanité, etc...

Nous fréquentons suffisamment de gens pour qui Dieu

n'a pas d'importance concrète dans leur vie pour avoir compris que toutes ces valeurs *ne sont même pas l'apanage des croyants*, mais que l'humanité en croissance les porte en elle et les développe dans sa recherche naturelle pour être plus grande, plus lucide, plus vivable.

Et nous sommes obligés de constater que, encore à notre époque et de façon parfois moins évidente mais aussi dramatique qu'autrefois, *les religions permettent, entretiennent même les causes les plus profondes de la division de l'humanité*. Il suffit d'avoir entendu certaines réflexions d'amis musulmans ou incroyants sur l'Eglise ou la Trinité, d'avoir participé de l'intérieur au mouvement d'opinion lors de l'incendie de la mosquée El Aqsa ou de connaître de près les difficultés que rencontre un athée ou un croyant d'une religion minoritaire... Quel sens peuvent avoir ces affrontements à l'échelle des religions, cet ostracisme confessionnel, ce mépris ou cette haine que toutes les religions ont suscité ou entretenu et qui ont Dieu pour alibi ?

Et certains en arrivent à se demander s'il n'est pas *dans la logique de toute « religion », y compris la « religion chrétienne », de créer ou de justifier des exclusives* qui vont à l'encontre de la Communion et de l'amour universel : elles particularisent leurs adeptes qui ne sont plus « comme tout le monde » ; elles leur donnent la conviction, quels que soient leurs faiblesses et leur péché, d'être dans la vérité, voire de la posséder ; elles sacralisent des rivalités ethniques, économiques ou culturelles ; elles figent leurs pratiquants dans des pratiques, des jugements de valeur et une conception du monde qui les empêchent de participer à la recherche tâtonnante de l'Humanité.

Trop de faits de l'histoire passée ou contemporaine de l'Eglise répondent comme un écho aux constatations que l'on peut faire quand on approche d'un peu près une religion non chrétienne : le Congrès de Carthage et toute la conception missionnaire qu'exprimaient sermons et discours, mais aussi les discussions théologiques de nos ancêtres ou celles des gens simples que nous avons pu entendre dans des patios ou sur des chantiers...

Aussi n'est-on pas en droit de se demander si ce n'est pas être infidèle à Jésus-Christ que de continuer à parler de « christianisme » et de « religion chrétienne » comme d'une « autre religion » de même type que les autres — à se présenter aux yeux des hommes comme des adeptes d'une religion différente de la leur — à se vouloir « à part » et à le manifester... ?

Et certes la question est difficile. Car nul ne peut nier que *notre Foi en Jésus-Christ entraîne inexorablement des ruptures...* La « conversion du cœur » est à la base de notre foi ; la mise en pratique des Béatitudes nous entraîne en dehors des valeurs conventionnelles du « monde » : la participation progressive au Mystère Pascal nous intègre explicitement à une vie aux richesses insoupçonnées ; et la célébration eucharistique qui récapitule toute notre existence dans le Plérôme nous sépare même physiquement pour quelques instants de ceux qui pourtant nous sont plus chers que nous-mêmes.

Mais nous pressentons qu'il est trop rapide de partir de ces exigences de la Foi pour justifier cette *multitude infinie de séparations quotidiennes* qui dérivent de la constitution du christianisme en Religion. Car il nous apparaît inadmissible que notre appartenance à l'Eglise nous retire en fait de ce qu'il y a de plus vivant, de plus noble dans la vie de nos amis. Et pourtant comment décrire notre malaise quand au sortir d'une journée de travail ou d'amitié avec des non chrétiens, nous ressentons notre entrée dans une église comme une douche écossaise, et notre participation à une réunion chrétienne comme la plongée dans un autre monde sans rapport avec celui que nous venons de quitter ? Les rites particularisants — les habits religieux, les préoccupations religieuses, le langage religieux, les pratiques et les concepts religieux... toutes ces séparations d'avec les autres sont-elles vraiment l'expression de notre Culte en Esprit et en Vérité pour Celui qui a envoyé son Fils, homme parmi les hommes, pour rassembler tout en lui ? Que l'on ne voie dans ces lignes aucune attaque contre la vie religieuse consacrée, mais il nous semble qu'il y a là une question importante pour nous ; ne

le serait-elle pas aussi pour toute notre Eglise dans la société où nous vivons ? Il suffit pour s'en convaincre de réfléchir quelque peu à ce qui se passe pour les ménages mixtes, ou à propos d'autres problèmes qui préoccupent *l'ensemble de l'Eglise universelle*...

Il y a aussi ce que, dans le monde d'aujourd'hui, on appelle la « *sécularisation* » : ce mouvement général a déjà pénétré profondément la mentalité et les options des jeunes générations. Nous ne saurions l'étudier de près ici, mais nous voulons en souligner très fort l'importance ; il revêt chez nous un caractère parfois simpliste *mais* qui nous semble avoir son importance. On pourrait résumer ainsi l'opinion la plus générale : « Dieu... on a des choses plus importantes à faire à l'heure actuelle que de pratiquer sa religion dans le détail ; il nous faut résoudre d'abord nos problèmes actuels (économie, culture, technique, mode de vie familiale, politique) ; après nous verrons ; d'ailleurs c'est en faisant cela que nous serons fidèles à Dieu : l'Islam ne comporte-t-il pas une dimension politique et sociale ». Si bien que les problèmes religieux, c'est-à-dire de relations avec Dieu, de prière, etc... préoccupent peu. Mieux, *tout comportement spécifiquement religieux semble détourner les hommes de leur tâche primordiale, du salut des hommes à qui « il manque »*. La réflexion religieuse, c'est un luxe de gens aisés, qui ont des sécurités, qui ne sont pas accaparés par les terribles exigences de la lutte pour la vie. Nous présenter comme des hommes suivant la « religion » chrétienne ici, c'est ainsi *nous poser en gens riches* à tous les sens du mot, pour qui les souffrances et les difficultés de l'humanité actuelle ne sont pas contraignantes.

N'ont-ils pas partiellement raison ceux qui tacitement ou de vive voix nous interpellent ainsi ? Cette question, nous nous la posons quotidiennement lorsque nous sommes *confrontés avec* la misère qui envahit les dispensaires, *avec* les paies dérisoires de nos camarades qui ne peuvent joindre les deux bouts, bien qu'ils soient, avec nous, privilégiés par leurs traitements fixes, *avec* les guenilles des paysans, *avec* les statistiques sur le chômage et le revenu national... et que nous participons aux débats de l'Eglise, que nous sommes entraînés dans les méandres des problèmes de l'Eglise...

Loin d'ignorer les étonnantes qualités d'hommes et de femmes vivant de la Foi et servant au nom de leur Dieu, pouvons-nous toujours affirmer que la Foi est le moteur décisif qui nous projette vers le don à nos frères ? *La vie collective de l'Eglise qui se veut l'Eglise des pauvres n'apporte aucun élément convaincant.* Aurait-elle quitté ses richesses tant matérielles que culturelles et même politiques pour se faire unanimement l'avocat solidaire des mal nourris, des désespérés, de ceux qui combattent pour leur dignité, etc. ? La vie individuelle des chrétiens... la nôtre... (tout comme celle des musulmans croyants) témoigne-t-elle vraiment que le foi en Dieu inclut que les mal aimés sont premiers, que d'abord compte celui qui est ou a « moins », que notre projet est essentiellement communion ? N'y a-t-il pas dans notre affirmation « d'être au service des hommes » comme une *justification quelque peu paternaliste de notre besoin de sécurité et de possession matérielle* ? Ceux qui n'ont aucune culture religieuse, aucune référence à une foi, sont-ils moins sensibles que nous, moins désintéressés, moins réellement solidaires ?

Il ne faudrait pas croire que nous disons cela par un souci moraliste, voire masochiste de nous frapper la poitrine, ou de « contester » pour suivre la mode. Il s'agit de tout autre chose. Au moment où nous sentons que notre Eglise est à un tournant décisif, nous sommes obligés de dire à *quelle profondeur se situent pour nous les questions*, pour qu'ensemble on puisse chercher à y répondre et ouvrir un chemin où le Seigneur puisse effectivement se manifester. Après les multiples réformes et efforts entrepris ces dernières années, nous avons la conviction que ce ne sont pas de simples aménagements qui permettront d'aller de l'avant.

Nous croyons que la situation nous impose *un effort peu commun de lucidité* sur les conditionnements historiques et les articulations de notre vie de Foi, effort entrepris en confrontant les réalités de nos existences avec celles que vivent nos amis et notre monde.

Et nous croyons que notre expérience et celles d'un certain nombre de chrétiens avec nous, si courtes et si limitées

soient-elles, portent déjà en elles *des signes sérieux d'espérance*. C'est ce que nous voudrions dire à la suite de ces pages interrogatives.

Quelques points de repère

Il est relativement facile d'évoquer, sinon d'expliquer, ce qui a changé dans nos goûts et nos préoccupations, et de faire sentir nos interrogations et nos refus les plus sérieux. Mais comment ramasser sans les durcir les composantes fondamentales de notre vie, comment rassembler en quelques lignes ce qui la soutient et qui nous semble avoir une valeur pour l'Eglise ?

Vatican II a montré à maintes reprises que l'Eglise était faite pour les hommes et non pour elle-même. Notre évolution de ces dernières années nous a donné la certitude que *notre développement* tant intellectuel que spirituel est *d'abord dépendant de la qualité* de nos rapports avec les hommes ; nous devenons nous-mêmes d'abord dans la mesure où nous nous mettons à l'école de ceux qui n'ont pas la même culture et les mêmes traditions, nous nous enrichissons si nous sommes préoccupés d'abord d'apprendre de ceux qui n'ont pas étudié, de recevoir de ceux qui ne possèdent pas, d'être dirigés par ceux qui n'ont aucun pouvoir.

Notre attachement à la Tunisie et à nos amis ne tient pas à ce que nous avons donné, mais à ce que nous recevons ; pas à ce que nous avons apporté ou pris, mais à ce qui nous vient de ces hommes et de ces femmes dont nous attendions à la fois tout et rien.

Mais il est clair que nous ne pouvons accueillir cette « grâce » que dans la mesure où il y a en nous un refus *quasi instinctif de tout privilège*, de toute préséance, de tout titre. Les prêtres parmi nous se sentent les premiers concernés, qui, par leur simple qualité de prêtres « hommes de Dieu », sont si facilement considérés de façon spéciale ; ils croient plus

que tout à la nécessité de faire tomber le masque de politesse, de respect, de considération dont les entourent les communautés tant chrétienne que musulmane ; d'autant plus qu'ils ont appris combien toute cette carapace cache de méfiance, d'incompréhension, voire d'opposition larvée. Mais c'est aussi, pour tous, ces privilèges d'européens considérés comme plus instruits, plus sérieux, plus... qui se traduisent par des salaires sans rapport avec ceux de leurs collègues tunisiens, par des places d'honneur dans les réunions publiques, par des sourires admiratifs ou un empressement à leur service, par toutes sortes de « gentillesse » qui cachent une mise à l'écart, un refus et une rancœur de pauvre, d'inférieur, de colonisé. Accepter toutes les distinctions que distribue la conjoncture actuelle, c'est accepter d'entrer sans s'en rendre compte dans le cercle infernal de l'incommunicabilité.

Nous ne pouvons renier notre solidarité avec le monde dont nous sommes issus. Les Tunisiens sont trop attentifs aux liens familiaux pour ne pas être gênés par une rupture caractérisée avec ceux qui sont de notre race. Là encore, ils nous signifient notre chemin. Mais nous découvrons que la *fidélité au passé de l'Occident comme à celui de l'Eglise* est bien autre chose que de participer à la mentalité générale. Nous expérimentons combien nous nous enracinons plus profondément dans notre héritage lorsque nous en refusons les limites, les étroitesse, la puissance et les privilèges qui en découlent, lorsque nous sortons des conventions établies concernant les rapports entre les peuples et les religions, lorsque nous nous efforçons de ne pas être autre chose que nous-mêmes, hommes parmi les hommes, entièrement tendus vers la découverte et la communication.

Il n'est pas étonnant aussi que nous devenions plus ou moins sensibles à la valeur des « grands », de ceux qui se présentent devant les autres hommes parés de leurs titres, qu'ils soient politiques, universitaires, financiers ou religieux. Ou alors faut-il qu'ils manifestent combien pour eux tout cela n'est rien en regard de la richesse d'un homme qui s'efforce de mener sa vie sans rien avoir, « sans bénéficier » d'aucune richesse. Nous sommes inquiets lorsque nous voyons nos frères de race, à plus forte raison nos frères ou nos pères dans

la Foi, revendiquer pour eux « la Vérité », la compréhension de l'avenir, l'intelligence de l'homme, comme s'ils détenaient entre leurs mains les clés de l'évolution, comme s'il suffisait de les suivre pour « posséder » la Vérité et accomplir notre destinée. Notre partage avec ceux qui ne détiennent rien de sûr nous a prouvé que les *certitudes ordinaires, quelles qu'elles soient, sont irrémédiablement trompeuses*, qu'elles sont mortes dès qu'elles se croient absolues, qu'elles ne devraient servir, comme le grain de blé, qu'à en produire d'autres plus adéquates, au prix de leur propre sacrifice. Encore leur faut-il assimiler ce qui n'est pas elles ; sinon elles se dessèchent, inutiles et stériles.

Paradoxalement, cependant, *nous avons accepté d'endosser bien d'autres limites et de baser notre vie sur d'autres convictions.*

— D'autres limites d'abord. S'enraciner dans un monde, dans un pays relativement petit et très démuné par rapport à tout ce qui constitue le monde dont nous venons... de nombreux coopérants quittent la Tunisie après quelques années, inquiets du retard technique (à tous les sens du mot) qu'ils prennent en n'étant plus baignés dans l'ambiance bouillante de leur pays d'origine. Mais les limites que nous acceptons au niveau de la connaissance, de la possession des richesses intellectuelles ou matérielles, nous apparaissent être la *condition nécessaire* pour aborder les nouvelles richesses qu'aucun livre, aucune théorie, aucune école autre que le dépaysement et l'amitié ne peuvent nous procurer.

— D'autres convictions aussi : Ce serait folie que de se laisser façonner par les autres sans prendre en main notre propre destinée, en la confiant aux vicissitudes de la vie : ne serait-ce pas démission ?

Mais nous sommes convaincus que la *Vérité se dévoile, se fait* peu à peu dans cet effort jamais terminé de lucidité et de relativisation. C'est d'abord dans la communion à la Vie personnelle et collective du peuple tunisien que nous communiquerons à Celui qui nous appelle ses amis.

C'est d'abord en prenant part à l'effort d'humanisation des hommes que nous participerons au Salut...

Et ceci nous amène à envisager sérieusement notre *responsabilité*. Responsabilité de notre vie d'abord, dans la mesure où nous risquons fort de nous fourvoyer, de nous tromper, de nous éloigner de notre continent et de notre communauté sans pouvoir maintenir les compréhensions nécessaires, ni bâtir sur l'autre rive.

Responsabilité vis-à-vis de nos frères d'origine qui nous sentent nous détacher de leur univers sans pouvoir comprendre.

Responsabilité vis-à-vis de nos camarades et amis tunisiens aussi, qui portent auprès de leurs frères le poids de la rencontre et qui sont embarqués fatalement dans une transformation réciproque dont ils ne savent, pas plus que nous, les conséquences. Et nous avons sous les yeux trop d'exemples qui nous prouvent combien elle peut être désastreuse pour eux (européanisation — *beni oui oui*).

Et responsabilité envers l'Eglise... Sans vouloir tout dire ici, nous pensons déjà pouvoir affirmer que tout cela est finalement une longue méditation, un approfondissement intime du mystère initial de Jésus. Progressivement nous nous apercevons que Jésus devient plus proche ; si les circonstances de temps ont changé, les mœurs et les problèmes du monde aussi, c'est un même mouvement que nous découvrons dans sa vie et la nôtre... Toute proportion gardée bien sûr. Ce que nous venons d'exprimer sur l'apprentissage par l'écoute des hommes les moins riches, sur un dépaysement de plus en plus sérieux, sur le refus des privilèges et de notoriété, sur la rupture d'avec les certitudes de nos pères, sur la fidélité à l'héritage vécu par nos prédécesseurs dans une recherche nouvelle, sur la responsabilité dans notre démarche et sa répercussion chez ceux dont nous sommes solidaires... tout cela, nous le découvrons de plus en plus dans la vie de Jésus. Ce que nous avons appris concernant le mystère de l'Incarnation prend vie dans notre existence, Jésus n'est plus un être extraordinaire ou un maître intemporel, c'est Celui dont nous partageons l'humanité, la condition d'homme solidaire avec ceux qui sont à la fois totalement semblables et différents de lui.

Ne s'établit-il pas comme une espèce d'osmose entre Jésus et nous ; notre condition nous apprend tant de choses sur Lui — et ce que nous savons de Lui ressaisit nos intuitions, assure nos pas, nous invite à aller plus loin.

Nous nous croyons responsables de témoigner déjà dans l'Eglise *que cette recherche de solidarité est source décisive de notre participation au Mystère du Christ*, source d'une intériorité considérable de notre Foi, d'un renouvellement de notre espérance, d'une transformation radicale de notre charité, d'une « re-connaissance » de Jésus en même temps que de l'humanité dont nous nous voulons partie prenante.

L'échange avec nos amis comme avec l'ensemble des gens que nous rencontrons, se réalise à partir du quotidien de notre vie ordinaire d'hommes. C'est une activité identique, un besoin matériel ou technique demandé qui créent les premiers rapports ; c'est l'urgence de nos responsabilités communes qui les prolongent : c'est l'expression de nos désirs partagés, de nos intentions et de nos buts concrets qui leur donne un caractère durable.

Le travail professionnel est pour chacun le lieu le plus ordinaire où se nouent les échanges, c'est là que l'on *rencontre, préalablement à tout choix, les hommes les plus variés*, et chacun est contraint par la logique même de l'action commune, de dévoiler sa propre personnalité délivrée de ses masques par les choses et par les hommes.

La quête de Dieu est au cœur de beaucoup d'hommes ; mais dans la situation concrète où nous nous trouvons, elle ne transperce qu'à de très rares moments les préoccupations « temporelles ». Nous avons dit plus haut l'intérêt des discussions religieuses, des questions sur le célibat, sur les rites et les dogmes. Mais si nous sommes souvent heureux de nous sentir à la recherche d'un même Seigneur, nous sommes tellement *peu sûrs* de rencontrer là le *véritable mystère de notre frère* ! Ne glisse-t-on pas ensemble sur le vernis religieux qui permet de « paraître », mais qui cache les étroitesse, la passivité, les refus ? Car ce n'est pas d'abord la Foi qui nous semble s'exprimer là, même si elle n'est pas complètement absente de ces affirmations de croyance ; le

plus souvent n'est-ce pas le cadre religieux et le système sécurisant hérité d'un lointain passé qui affleurent pour donner contenance aux plus aisés, pour distraire les plus démunis de leur responsabilité ou de leur révolte.

Si nous ne refusons pas a priori le « *dialogue religieux* », beaucoup l'évitent lorsqu'il n'est pas le fruit d'un partage intime de vie profane, dans le travail, les soucis politiques ou familiaux, s'il n'est pas explicitement le cœur de nos préoccupations communes. Il est bien clair qu'on ne saurait refuser le témoignage explicite de la Foi ; mais il nous semble, à nous qui avons à vivre quotidiennement avec des Tunisiens, que ce serait *peu réaliste* de considérer ces moments « religieux » comme des heures de grâce particulières.

Il nous semble beaucoup plus que ce qui importe d'abord, c'est la *réaction de chacun* de ceux que nous connaissons, de la société tunisienne ou de ses groupes diversifiés, *aux problèmes quotidiens* de la vie chère ou de la paix en Palestine, de l'électricité qui s'installe et du réseau routier qui se développe ou du Maghreb à construire, de la télévision qui envahit les maisons, du tourisme qui fait craquer des mentalités.

C'est au cœur de ces problèmes en effet que se noue notre destin personnel et collectif ; c'est l'accueil que nous faisons aux événements, c'est l'intelligence que nous leur appliquons, c'est la qualité de notre réponse à tout ce qui est et sera... c'est par cela que se précise notre Foi, qu'elle devient adulte ou qu'elle s'étiole, qu'elle se manifeste à elle-même et aux autres ou qu'elle perd sa vérité, qu'elle est Vie ou mystification.

Vatican II et Paul VI, « *Gaudium et Spes* » et « *Populorum Progressio* » ne témoignent-ils pas de *l'urgence de faire de notre vie un Acte de Foi, et d'enraciner notre Foi dans, ce qui meuble nos journées et celles de l'humanité ?*

Il ne saurait être question de faire fi de la prière, des sacrements... ; il s'agit bien au contraire de leur donner leur place décisive ; expression suprême de notre consécration en Jésus à la Terre et à son Seigneur, signe de notre communion

intime en Jésus avec l'Humanité et avec notre Père ; récapitulation et origine de toutes nos existences au coude à coude avec les hommes dans le Mystère de l'Homme Dieu.

Mais nous avons trop expérimenté en nous-mêmes et avec nos amis chrétiens ou non, combien les *professions de Foi peuvent cacher de prétentions inavouées, de refus des réalités terrestres, de démissions...* Aussi devenons-nous moins sensibles qu'autrefois à tout ce qui est manifestation religieuse extérieure ou valeurs religieuses ; par contre, nous découvrons de plus en plus l'importance de la qualité humaine d'un homme ou d'une institution, du sérieux mis dans le choix, de la participation intelligente et amoureuse au destin collectif des hommes et spécialement des plus démunis. Tout cela n'est-il pas la terre fertile où germe le salut ?

Aussi nous prenons conscience, ici, de *l'hypertrophie des distinctions religieuses* ; ne sommes-nous pas bien souvent plus éloignés de certains de nos frères chrétiens que de nos amis non chrétiens ? Avec les premiers, certes, nous avons un Nom qui nous unit, mais il ne nous apparaît plus avoir le même sens, ni désigner la même Personne. Avec les seconds, nous avons un univers, des choses et des pensées, des objectifs et des jugements, bref tout ce qui nous fait des vivants... tout nous réunit ou presque tout. Ce Nom qui pour nous est au cœur de toute la réalité, mais qu'ils ne peuvent prononcer... nous pensons que c'est en grande partie à cause de nous qu'ils ne le reconnaissent pas, parce qu'au lieu de lui garder sa qualité fondamentale de Bonne Nouvelle, nous l'avons enfermé dans des cadres socio-culturels et dans un système religieux qui leur est impénétrable ou qui les a trop longtemps exclus.

En tout cela nous croyons reconnaître en vérité *quelques axes fondamentaux de la Révélation de Jésus*. Il faudrait citer ici de multiples phrases de l'Évangile, à commencer par les Béatitudes — de très nombreux passages comme celui du jeune homme riche, du jugement dernier ou de la femme adultère, reprendre une des constantes de la méditation de Jean sur ce qu'il appelle « la Vérité ». Toute la veine prophétique de l'Ancien Testament appelle les hommes à être plus

hommes, à dépasser les limites qui les enserrent et à découvrir leur grandeur, leur vérité bien au delà des préceptes et des pratiques. Nous ne pouvons nous empêcher de méditer ici au long de nos journées l'importance donnée par Jésus à sa lutte contre les pharisiens qui enfermaient Dieu et les hommes dans une même impasse.

Au verset célèbre du Coran « A vous votre religion, à moi ma religion » qui semble tellement s'appliquer aussi à notre Communauté chrétienne, un écho vibre en nous et qui proclame « l'heure vient où ce n'est ni sur cette montagne, ni à Jérusalem que vous adorerez le Père... mais l'heure vient, et nous y sommes, où les vrais adorateurs adoreront le Père en esprit et en vérité » — « Le sabbat est fait pour l'homme et non l'homme pour le sabbat »...

Les chrétiens n'ont pas toujours considéré les textes évangéliques, les paroles et les faits qu'ils nous rapportent comme révélation décisive ; *la Bonne Nouvelle, c'est Jésus*, sa personne, l'homme qui a grandi, s'est développé ; c'est cet homme qui a vécu *homme parmi nous* et qui est devenu Seigneur ; c'est dans son humanité qu'il est l'image visible du Dieu invisible : « qui m'a vu, a vu le Père »... Si bien qu'en découvrant toutes les richesses d'une vie d'homme parmi les hommes, nous relisons l'Evangile et la Bible et nous apprenons à redécouvrir Celui qui est tout pour nous.

Nous pénétrons aussi d'une façon renouvelée dans le mystère de l'Eucharistie : ce mystère de la rencontre sous le signe de Pâque avec nos frères et avec notre Père se réalise pleinement à travers les objets les plus matériels, les plus quotidiens, les plus ambigus : un morceau de pain, une gorgée de vin.

Nous pressentons encore une importance nouvelle au souci des premiers chrétiens, à la suite de Jésus, d'utiliser le mot Père pour celui qui ne peut être comparé à aucun dieu, qui ne peut être conçu et aimé que dans ses rapports les plus intimes avec notre vie d'hommes en marche vers leur âge adulte. Jésus, le deuxième Adam, l'homme parfait ne nous rapporte pas une révélation sur Dieu qui serait à côté de celles apportées par les prophètes des autres religions.

Et nous pénétrons de plus en plus *ce que Jésus appelle la Foi* au moment des guérisons et miracles très matériels qu'il réalise. Il n'était vu par ses contemporains que comme un homme ; c'est la Foi en sa personne visible et la perception confuse de son mystère qui lui donnent la puissance d'agir.

Un incessant va et vient entre nos expériences quotidiennes et cette méditation de l'évangile nous amène à penser que notre Foi se joue bien réellement dans ce qu'il y a de moins cultuel, de moins religieux, de plus profane et que *c'est là que nous sommes invités à reconnaître le Seigneur.*

Là nous devons bien avouer nos limites. Formés dans la « religion » chrétienne nous arrivons bien difficilement à sentir d'abord, à développer ensuite l'importance en Jésus-Christ de ce que nous savions. Nous vivons de façon profane notre vie séculière et nous reléguons notre foi dans des moments que nous privilégions. Placés pourtant dans des conditions exceptionnelles qui clarifient singulièrement les choses, nous restons attachés à des concepts, des pratiques, à notre « montagne » ; nous continuons à retenir l'Esprit qui nous pousse là où nous avons peur d'aller.

Cependant nous sentons de plus en plus clairement que c'est là *le nœud de la conversion* que nous avons à opérer, si nous voulons que notre rencontre avec nos camarades ne soit pas grevée d'obstacles étrangers à la Foi en J.C., relevant d'un singularisme religieux ; si nous voulons aussi préparer en nous d'abord, chez les autres ensuite, la manifestation de la Nouveauté Chrétienne, de l'Universalisme absolu de la Foi en Jésus, de la place absolument centrale du Christ dans la marche du monde.

Et là encore nous voulons témoigner dans l'Eglise que rompre avec une certaine part de notre héritage, pour *redécouvrir la valeur de la vie quotidienne* et des efforts humains pour rendre viable le monde, loin de nous détourner de la Foi en Jésus, nous donne au contraire *une plénitude de Foi insoupçonnée au préalable.* Et si nous sommes loin d'avoir fait la synthèse de notre vie, nous savons déjà, par tout le respect que nous avons reçu de nos frères non chrétiens, que cette recherche les concerne aussi. Ensemble nous devenons

plus profondément humains, nous trouvons une densité nouvelle à nos engagements, nous préparons ensemble les chemins du Seigneur.

Au terme de cette longue réflexion de deux ans, nous devons maintenant brièvement ramasser ce qui nous semble important pour notre Eglise.

Quelques orientations

a) Ne pas se contenter des améliorations

A notre avis les *aménagements* des habitudes et de l'expression ecclésiale *n'atteignent pas le fond des vraies questions* qui se posent à notre Eglise ; la plupart du temps au contraire ils en cachent l'importance et l'urgence sous des améliorations de détail qui, à peu de frais, satisfont les seuls « habitués ».

Toute transformation, pour avoir un impact sur la vie de Foi des hommes, chrétiens ou non, ne saurait partir de la seule réflexion sur les déboires de l'Eglise : une telle façon de procéder aboutit à un *replâtrage des structures* (qu'elles soient intérieures à chaque chrétien ou qu'elles soient collectives) non à une réponse adéquate aux questions posées actuellement à l'Eglise.

La condition primordiale pour que l'Eglise vive Jésus-Christ est donc de manifester et de *prolonger quotidiennement le mystère de l'Incarnation*, de l'approfondir par un enracinement toujours renouvelé dans tout ce qui vit, ce qui se cherche, ce qui se découvre dans l'ensemble de l'humanité.

b) Ressaisir notre Foi dans une participation à la vie tunisienne

En Tunisie, étant donné tout ce qui a été dit précédemment, il nous paraît urgent de donner une *priorité radicale à la participation* des chrétiens et de la communauté ecclésiale *à la vie de la Tunisie*. Aucune sauvegarde, aucune fidé-

lité ne saurait détourner notre Eglise des exigences et du réalisme de l'Incarnation.

Les circonstances particulières que nous vivons nous pressent à mettre toute notre intelligence, toute notre lucidité et toute notre foi à la transformation de nos conceptions théologiques, de nos mentalités, de nos modes de vie ecclésiaux, de nos habitudes religieuses. C'est dans le coude à coude et le cœur à cœur avec les Tunisiens que nous découvrirons les dimensions actuelles de notre existence d'hommes et que nous pourrons expérimenter la réalité de la Foi et remodeler notre Eglise.

La responsabilité de ceux qui ont été choisis pour l'animation de la communauté chrétienne leur fait un devoir impérieux de *prendre la tête de cette « conversion » à la réalité humaine vécue ici*. En aucun cas ils ne peuvent se réserver une place à part, à côté ou en dehors des affaires humaines ; la forme de contemplation qui est la leur est directement façonnée par l'action de l'Esprit dans le concret des existences humaines et orientée vers elle.

Mais c'est toute la communauté chrétienne, avec et grâce à la différence de situation et de mentalité de ses membres, qui est appelée à vivre en communion avec les hommes de Tunisie. Tout doit être mis en œuvre pour que la *diversité des chrétiens*, loin d'être un frein ou un alibi, soit au contraire une *richesse dans cette recherche* d'une communion véritable spécialement avec ceux qui sont les plus démunis.

Si la plus grande initiative est laissée à chacun, dont les choix méritent le plus grand respect, la Communauté chrétienne tout entière saura cependant comprendre et soutenir ceux qui sont appelés de quelque façon à une participation plus totale à la vie tunisienne.

c) *Resituer notre recherche dans l'Eglise universelle*

Les différentes « spécialités » de notre vie ecclésiale, que ce soit la catéchèse, la théologie ou la liturgie, ne peuvent être véritablement actes d'Eglise et formation de la Foi que si elles acceptent d'être constamment informées par les problèmes d'ici et aujourd'hui, et totalement orientées vers eux.

Cependant, loin de se laisser enfermer par tout ce qu'elle a à faire ici, la Communauté chrétienne a perpétuellement, à partir de sa vie quotidienne, à *rejoindre tout ce qui se vit et se cherche au delà des frontières*. La vie du monde nous concerne et notre vie ici concerne le reste du monde. Aussi les liens personnels qui attachent beaucoup de chrétiens à leur pays d'origine sont-ils précieux, surtout s'ils permettent un échange de réflexion et des actions communes, en vue d'une compréhension plus profonde ; mais ils ne peuvent suffire. Plus importante encore nous paraît la liaison avec les communautés du Maghreb d'abord et des autres pays d'Afrique et même d'Asie ; elle nous semble bien loin d'être à la mesure des exigences de notre vocation ; son caractère embryonnaire nous rejette objectivement sur l'Occident ; il nous empêche de nous situer à notre place dans la recherche de l'humanité et de l'Eglise universelle.

NOTE : Pour la mise en œuvre de ces orientations, le rapport propose toute une série d'études et d'actions à entreprendre. Par manque de place nous regrettons de ne pouvoir publier ce programme.

Ouvrages reçus

Foi et compréhension
L'historicité de l'homme et de la
révélation

La lettre aux Philippiens
La lettre à Tite

Un chemin de liberté

Morale responsable

La Grâce et la Gloire

Rudolf BULTMANN
Traduit par André MALET
Seuil 70, 699 pages.

Joachim GNILKA
Desclée 70, 158 pages.

André MANARANCHE
Seuil 71, 232 pages.

A. HORTELANO
Desclée 70, 320 pages.

J. M. NICOLAS
Coll. Doctrine pour le peuple de Dieu n° 10.
Beauchesne 71, 144 pages.

” La rencontre de l'autre ”

Etienne Cossement

Lorsque nous cherchons à vivre de l'Évangile, nous ne sommes peut-être pas suffisamment attentifs à une difficulté que nous pourrions formuler de la façon suivante : connaissant le sens plénier du Mystère Pascal, nous avons tendance à télescoper la longue et difficile expérience humaine qui fut celle du Christ. Certes, nous savons qu'il y a eu Nazareth et de longs mois de vie publique, mais du fait que nous connaissons en quelque sorte la pleine signification de l'existence du Christ, nous n'arrivons que difficilement à poser en termes corrects et avec la densité psychologique requise, les données de la question ; nous oublions par exemple que le Christ, sa vie durant, a été limité dans son action, dans ses paroles et dans son témoignage ; nous ne voyons pas suffisamment qu'il a été contesté sur tous les plans, dans ses relations, dans ses affections, dans tous ses actes... à tel point que, sur le plan politique comme sur le plan religieux, son témoignage est constamment marqué d'ambiguïté.

Il semble donc que reprendre la méditation sur ce que fut l'existence du Christ en son temps (Cf. « Echo de la Prélature de Tunis » — 16 Nov. - 30 Nov. - 14 Déc. 1969) pourrait nous éclairer sur ce qu'il nous est demandé de vivre dans des milieux culturels extrêmement opaques et difficiles, dans lesquels les gestes que nous posons risquent d'être marqués de la même ambiguïté et de susciter, eux aussi, incompréhension et contestation...

Conscients de nos limites et de la relativité de notre témoignage, nous pouvons une fois de plus nous interroger sur la SIGNIFICATION DE LA PRESENCE ET DU TRAVAIL assurés là-bas, selon les cinq points suivants :

I^o — Vivre et travailler en A.D.N., c'est rencontrer « l'autre » dans sa réalité, sa densité et son opacité d'étranger ; et, qui plus est, un autre pétrifié bien souvent dans sa culture islamique. Habituellement devant cette prise de conscience nous répondons : « Mais nous sommes là pour vivre avec ». Personnellement je me contenterais assez volontiers de cette réponse à condition toutefois de ne pas interpréter ce « vivre avec » dans un sens passif et comme imposé par la force des choses, mais dans un sens actif qui peut être assumé dans la lucidité, la conscience et l'action.

II^o — Pour réaliser sa vocation de « Catholicité », l'Eglise a besoin de « l'autre », de cet autre sur de nombreux plans, que Dieu a suscité et que son Esprit anime ; et elle a tellement besoin de l'autre qu'elle se tromperait lourdement dans sa façon d'identifier Dieu, qu'elle servirait en quelque sorte un Dieu tronqué, s'il n'y avait pas des chrétiens aux avant-postes pour lui rappeler : « Ne crois pas trop facilement connaître Dieu, toute connaissance traduisant une forme de projection des idées et des perspectives d'un milieu culturel particulier ; Dieu est plus grand que les images dans lesquelles tel milieu culturel en vient à l'enfermer... Dieu est lui-même « l'Autre »... et la densité et l'opacité de l'étranger que nous rencontrons en A.D.N. ou dans le Tiers-Monde, c'est un peu la densité et l'opacité de Dieu lui-même ; l'acceptation de l'autre, la reconnaissance de l'autre dans le « vivre-avec » quotidien, nous permet de témoigner dans l'Eglise que Dieu est aussi « Autre » que les tentatives d'annexion et de possession d'un milieu qui se dit « catholique » pourraient nous le faire croire ; autrement dit, l'Eglise n'est pas appelée à être « faite », comme projection d'un milieu culturel donné, mais elle est appelée à être dépassement incessant de tout ce qu'elle peut saisir et dire de Dieu.

III^o — Notre travail et notre présence ne constituent donc pas une tentative d'annexion et on pourrait même dire qu'en un sens, ils ne sont pas « missionnaires » ; ce qui nous paraît premier, c'est une certaine façon de

vivre la foi ; quand on regarde l'histoire de l'Eglise, dans son passé et dans son visage actuel, ce qui frappe d'abord, c'est la diversité des façons de vivre la foi ; les uns la vivent au coude à coude fraternel dans des communautés géographiquement ou sociologiquement chrétiennes ; d'autres la vivent d'une façon très dépouillée quant aux relations et aux supports communautaires ; d'autres la vivent d'une façon apostolique, portant activement le souci de parler et de témoigner de Jésus-Christ et de son message ; d'autres, bien nombreux, vivent la foi dans la jouissance et l'action de grâce pour les biens de ce monde ; quelques-uns la vivent dans l'axe de la pauvreté... ainsi, semble-t-il, la foi se vit-elle en Eglise selon des styles très différents, et l'on peut encore en décrire d'autres... Personnellement, vivre ma foi en A.D.N., c'est vivre la recherche de Dieu *selon le style de la catholicité*. Cela représente une sorte de départ au désert, avec risque, mais aussi avec grandeur et enjeu. La rencontre des autres, frères insaisissables, d'autant plus insaisissables qu'il sont comme nous enrobés dans le gangue de leur culture et de leur religion... la rencontre des autres est une forme de l'aventure de la foi et de la rencontre de Dieu lui-même. En quelque sorte, je ne me sens pas missionnaire ; je suis là-bas pour vivre un style de vie chrétienne : le style de la catholicité.

IV^o — Cette présence et ce travail peuvent être catalyseurs d'un double cheminement, d'une double conversion ; une certaine conversion de l'autre d'abord, qui est percuté par ma présence (assez nettement dans l'enseignement de la philosophie), ma parole, mon témoignage, mes convictions humaines et religieuses. Il peut être appelé à une plus grande authenticité humaine, à une plus grande ouverture spirituelle, à de nouvelles dimensions de sa propre foi. Parallèlement, moi-même je suis appelé au cheminement et à la conversion, qui prennent d'abord la forme de l'adaptation ; mais il ne semble pas que ce soit le plus difficile. D'une part, je ne serai jamais vraiment et totalement adapté ; d'autre part, il y a un aspect un peu « sportif » et exaltant de l'adaptation qui peut faire écran à l'essentiel de ce qui est demandé : accepter dans la densité du quotidien qu'il y ait des univers mentaux et spirituels profondément étrangers au nôtre, qu'il y ait des hommes sur lesquels nous ne soyons pas habilités à avoir prise, que nous soyons voués constamment, à la rencontre et à l'acceptation de l'autre en tant qu'autre.

Mais la conversion va encore plus loin (ici je m'inspire assez nettement de M. de Certeau : « L'étranger, ou l'autre dans la différence ») : pour que la rencontre se fasse et que la communion devienne possible, il y a une condition qui apparaît essentielle, c'est qu'à travers le quotidien nous rencontrions parfois des hommes qui nous confient, à nous prêtres ou amis, ce qui se passe au fond d'eux-mêmes ; il me semble que c'est le moment de grâce où nous pouvons recevoir d'eux pour nous enrichir et pour en vivre ; nous pouvons recevoir les pensées, les aspirations de cet homme et de ces hommes que nous rencontrons, ou de ces jeunes qui cherchent ; en quelque sorte, nous pouvons nous laisser engendrer par eux et le leur dire ouvertement et sincèrement pour qu'ils connaissent la joie d'être source de vie pour nous ; autrement dit, l'autre m'aide à mieux me comprendre, à mieux vivre les dimensions de la catholicité de l'Eglise que je connais théoriquement, mais qui n'ont pas encore pris vie dans le profond de mon existence. On pourrait méditer ici la rencontre de Pierre et Corneille dans les actes des Apôtres : Pierre qui d'abord se rebiffe devant un étranger et des nourritures impures, en vient à déclarer après avoir apprécié la qualité humaine du centurion Corneille : « Je ne suis qu'un homme moi aussi », pour ensuite lui parler de Jésus qu'il reconnaît davantage, il le dit lui-même, comme le Seigneur de tous. Avant la rencontre, Pierre savait théoriquement que Jésus était le Seigneur de tous, mais maintenant il a dépassé l'obstacle de l'étrangéité de Corneille et du caractère impur de la nourriture, pour reconnaître que lui aussi, Pierre, n'est qu'un homme comme Corneille ; il semble qu'il y ait là deux phases d'une même découverte : il faut que Pierre accepte de reconnaître qu'il n'est pas forcément un juste, mais d'abord un homme, pour qu'il confesse magnifiquement l'universelle seigneurie du Christ... Il lui faut être chez l'incirconcis pour comprendre à quel point il imposait inconsciemment des limites à l'Esprit : en lui déjà l'Eglise avait besoin de l'autre.

V^o — S'il en est ainsi, nous avons le devoir de parler et de témoigner. Si l'autre est à ce point étranger, si les univers mentaux sont à ce point différents, si le langage, les sensibilités, les expériences de vie sont à ce point différents, il ne va pas de soi que l'autre comprenne le sens de ma présence et

de mon témoignage, un peu comme les jeunes ne peuvent se faire comprendre de leurs parents que dans la mesure où ils acceptent de parler, où ils ne s'enferment pas dans le mutisme, où ils expliquent ce qu'ils font et ce qu'ils sont. Me taire sur des actes qui doivent être accompagnés de parole, car ils ne sont pas d'emblée significatifs pour des gens d'une autre culture que la mienne, c'est laisser planer l'équivoque ; sans un certain commentaire oral, les actes parlent, mais ils ne disent que ce qu'ils signifient habituellement dans un groupe donné. Ce qu'on appelle en milieu chrétien « l'apostolat de la présence » peut être un admirable témoignage pour les chrétiens eux-mêmes, mais cela reste extérieur à la culture et au système d'interprétation de l'autre. Si je vis une certaine dimension de l'homme et de la catholicité, il me semble que j'ai le devoir de l'expliquer, de le dire.

Numéros disponibles

Nous consulter pour les numéros antérieurs à 1968.

- n° 14 : Dans le Soissonnais — Crise de la ville ou crise de la société P (P. Macquart).
- n° 15 : Crise de la Mission de France P (J. Vinatier). — L'Association et l'Année sacerdotale (R. Salaün).
- n° 16 : La fermeture du Séminaire de la Mission de France. Pour une formation spécialisée des prêtres missionnaires (E. Marcus).
- n° 17 : Signification de l'incroyance et nature de la Foi (B. Lacombe).
Les vacances et le tourisme (Agnès Pitrou).
- n° 18-19 : Assemblée Générale de la Mission de France (24-26 octobre 1969).
Interventions des Equipes.
- n° 20 : Assemblée Générale (octobre 1969).
Exposés (M. Bellet, R. Salaün) — Le Bâtiment et les T.P. (A. Pitrou) — Le sens humain du Célibat (M. Massard).
- n° 22 : Les questions posées aujourd'hui dans l'Eglise (P. Montagrin). — Prêtre à plein temps ou à temps partiel ? (R. Salaün).
- n° 23 : Pris sur le vif — Témoignages (Fr. Vico - R. Olivier) — Réflexions sur les mass-média (J.-F. Six, Paul Valet, J. Schyrr).
Une interrogation : l'informatique (A. Pitrou).
- n° 24 : Dans une commune à municipalité communiste (session pastorale de Lourdes) — La lutte contre la maladie : une victoire incertaine (A. Pitrou).
- n° 25 : La ville en question (A. Pitrou) — Le Mirail (Une équipe sacerdotale) — Fiches de travail de la Recherche Commune.
- Tirés à part : R. Crespin — L'originalité de la foi (5/1966) (2 F). — R. Salaün — Evangéliser, c'est faire quoi ? (1/1967) (2 F). — J. Dimnet — Presse, Radio, Cinéma, Télévision, Publicité (4/1967) (1 F 50). — M. Massard — Foi et religion (7/1968) (1 F 50).

Le sens universel dans la Mission ⁽¹⁾

Jean Frisque

La situation est apparemment paradoxale. D'une part, la terre des hommes se rétrécit de plus en plus et les peuples sont amenés à se rencontrer toujours davantage, fût-ce au prix d'affrontements redoutables ; de son côté, le Concile Vatican II a intensifié, en fait et en droit, les échanges entre les diverses portions du peuple de Dieu. Mais, d'autre part, à voir comment réagissent les chrétiens et les communautés locales, on a plutôt l'impression que l'intérêt porté aux « missions extérieures » va en décroissant. Le « cartiérisme » est aussi une réalité au plan de l'Eglise de France. Il y a certes des exceptions ; mais tout se passe comme si nos Eglises locales étaient davantage centrées sur elles-mêmes ! Le meilleur des énergies n'est-il d'ailleurs pas dépensé sur place ? Depuis « France, pays de mission ? », du chemin a été parcouru : on a pris conscience de la nécessité d'un effort missionnaire dans les pays dits de chrétienté, mais ces nouvelles préoccupations n'ont pas entraîné, semble-t-il, un regain d'intérêt pour ce qui se passe en Asie, en Afrique ou en Amérique latine. De plus, la présence dans nos pays d'étrangers

de plus en plus nombreux invite à penser qu'il n'est plus tellement nécessaire d'aller chez eux, puisqu'ils viennent chez nous...

Que penser de tout cela ? La conscience chrétienne serait-elle aujourd'hui moins universelle qu'elle ne l'était hier, au moment même où l'on affirme plus que jamais la qualité missionnaire de toute vie chrétienne ? Y aurait-il régression ? Ou bien la conscience chrétienne est-elle appelée aujourd'hui à vivre l'universalisme de la foi d'une nouvelle manière, tout simplement parce que les « signes des temps » ne sont plus les mêmes qu'hier ? Et, de fait, il suffit d'entendre des chrétiens s'exprimer, en balbutiant encore, sur la manière dont ils vivent le sens de l'universel, pour se rendre compte que quelque chose est en train de changer, de s'approfondir.

Le mieux à faire est de mettre notre question en perspective historique. En l'espace de cinquante ans, l'évolution de

(1) Cet article a déjà été publié dans : *Mission de l'Eglise*, « Une seule mission ». — Numéro spécial. Tome XXVI.

la mission a été telle — et elle est loin d'être terminée — qu'il ne faut pas s'étonner que des réponses n'aient pas encore été apportées aux appels et aux questions qui se manifestent aujourd'hui.

Ces réponses sont à inventer. J'ai toujours pensé, pour ma part, qu'un bon moyen d'y travailler est de bien comprendre d'où nous venons et quelles étapes ont été parcourues. Par là, on discerne mieux les enjeux véritables et les difficultés à surmonter.

Dans l'évolution récente de la mission, je crois pouvoir discerner *trois étapes* principales.

La première correspond à la conception généralisée que l'on s'est faite de la mission durant les siècles de chrétienté et qui s'est trouvée en vigueur, sans être réellement mise en cause, jusqu'à

la Première Guerre mondiale. De cette étape nous sommes encore redevables aujourd'hui, et les traces qu'elle a laissées sont innombrables, même sur le plan des mentalités. Mais, à partir des années 1920, un changement d'optique extrêmement profond intervient, qui met en pleine lumière des réalités ecclésiastiques oubliées par les prédécesseurs : c'est une étape de protestation, et, comme souvent en pareil cas, on ne perçoit pas tout de suite que l'on demeure fidèle à une problématique désormais dépassée.

C'est la prise de conscience des impasses où conduit inévitablement la seconde étape qui, depuis quelques années, laisse pressentir les voies nouvelles où s'engage déjà et s'engagera de plus en plus la mission. Tout au long de cette évolution, le sens de l'universel va se modifier sensiblement.

Première étape :

L'expansion de la chrétienté occidentale ou la mission sous le signe du semblable

A l'aube du XX^e siècle, la situation du point de vue missionnaire est apparemment très claire. La chrétienté occidentale connaît, certes, de grandes difficultés sur son propre terrain ; mais pour tous, la catégorie de « mission » évoque avant tout le travail effectué en dehors des frontières de la chrétienté, concrètement ce qui se fait en Asie et en Afrique. Il ne vient à l'esprit de personne d'utiliser cette catégorie dans le même sens, pour désigner le travail apostolique qui est à réaliser dans la chrétienté elle-

même. La mission, c'est la « mission à l'extérieur ».

En quoi consiste-t-elle ? Dans l'euphorie croissante du monde occidental en expansion, la mission à l'extérieur consiste, depuis plusieurs siècles, à établir en Asie et en Afrique ce qu'on pourrait appeler des « *succursales* » de la chrétienté, où il paraît normal à la plupart des missionnaires que tout se passe *comme en Occident*. L'histoire de l'Église en Europe occidentale est significative : chaque fois qu'un peuple nouveau

s'est présenté à l'horizon de la chrétienté, une poussée intérieure s'y est exercée pour que des relations s'établissent et que l'Évangile soit annoncé. Mais, sans qu'on en mesure les inconvénients, l'expansion mondiale du christianisme s'effectue en lien très étroit avec l'hégémonie croissante de l'univers de l'homme blanc. Spontanément, la conviction partagée par le plus grand nombre est que l'évangélisation du monde se fera par l'accession progressive de tous les peuples à la civilisation chrétienne, identifiée à la civilisation occidentale.

Dans ce comportement de la chrétienté à l'égard des peuples non chrétiens, nous retrouvons sans aucun doute quelque chose d'essentiel au christianisme : la volonté d'aller à autrui, partout où il se trouve et quoi qu'il en coûte des sacrifices exigés. L'Église de Jésus-Christ ne serait pas l'Église sans cette préoccupation prioritaire à l'égard des peuples non encore évangélisés. Mais ce qui est typique dans la période que nous considérons, c'est que *cet autrui* vers lequel on va est avant tout *perçu comme un semblable*, ou du moins comme un semblable en devenir : tout ce qui le différencie de nous ne peut être qu'accidentel ou provisoire ; plus encore, c'est, aux yeux de certains, l'œuvre de Satan ! Autrui est reconnu comme un semblable, à qui le chrétien doit apporter le bien le plus précieux qu'il possède, à savoir le Christ.

Il est clair, dans ces conditions, que le contenu de la foi ne fait qu'un avec son expression institutionnelle, avec le langage et les structures qui le véhiculent. Personne ne note l'impact concret exercé sur le christianisme par la culture occidentale, et c'est à peine si l'on remarque la diversité culturelle de l'Europe

elle-même explique, pour une part non négligeable, les divisions qui se sont produites dans la chrétienté européenne. La chose va de soi : si le mystère du Christ est *un, uniforme* doit être l'expression institutionnelle du contenu de la foi. Dès lors, la mission qui a pour objet la proposition de la foi à tous les hommes, s'accompagne inévitablement du « transfert » à d'autres du langage de la foi qui est en vigueur en Occident et qui est spontanément considéré comme immuable. La foi ne peut être qu'un article d'exportation... C'est afin de la diffuser parmi tous les hommes que l'on établit partout des succursales de la chrétienté occidentale. Tout cela se tient !

Vatican II n'a pas innové en rappelant que la mission était l'affaire de tout le peuple de Dieu. En un sens, elle l'a toujours été, y compris dans l'étape que nous considérons. Certes, tout comme la catégorie de mission est réservée aux missions extérieures, on réserve le titre de « missionnaire » à ceux qui quittent leur pays d'origine pour aller travailler dans les succursales de la chrétienté ou, mieux encore, pour en établir de nouvelles. Et, quoi qu'il en soit de l'optique qui a présidé ce travail, nous ne pouvons qu'être saisis d'admiration en considérant l'œuvre accomplie par ces missionnaires à travers le monde, dans les conditions concrètes où ils l'ont accomplie. Certes encore, il est frappant de constater que l'activité missionnaire relève d'instituts spécialisés, quasi autonomes par rapport aux Églises locales, et elle ne requiert apparemment l'attention du peuple chrétien que dans la mesure où ce dernier est prié de lui fournir des finances, des vocations et l'appui de sa prière.

Mais, en réalité, dans la conception que l'on a de l'Eglise et de son extension universelle, ces quelques prestations suffisent. L'intervention du peuple chrétien dans la mission ne se situe pas au plan de la stratégie, réservée à Rome et aux Instituts spécialisés ; elle est, en fait, beaucoup plus profonde, car elle touche à l'idée même de la mission. La responsabilité missionnaire de chacun se joue à la mesure de l'authenticité de sa vie chrétienne. L'essentiel pour chacun est de contribuer à la sainteté de l'Eglise, de professer la foi qu'elle a clairement énoncée et de conformer sa vie aux prescriptions qu'elle a édictées. Dans cette mesure, chacun joue son rôle missionnaire, puisqu'il s'agit de transporter là-bas la même foi que celle qui est vécue jusque dans son expression institutionnelle.

L'unité de l'agir missionnaire de l'Eglise est alors *automatiquement* assurée. Aucun échange n'est requis entre ceux qui partent et ceux qui restent, entre l'Eglise d'Occident et ses succursales

les implantées en Asie et en Afrique, entre les diocèses et les Instituts missionnaires. La solidarité de tous les chrétiens pour une seule mission joue, de fait, sans qu'aucune concertation ne soit nécessaire et même si chacun travaille seulement dans son coin... Il suffira, d'ailleurs, que des missionnaires s'écartent de la voie traditionnelle comme ce fut le cas des Jésuites en Chine aux XVII^e et XVIII^e siècles, pour que le corps tout entier réagisse et rejette des innovations qu'il ne pouvait pas porter.

Autrement dit, la mission est une opération à sens unique, dont l'unité fondamentale est assurée au point de départ. Car c'est le bien possédé par tous qu'il s'agit de transmettre ailleurs, intact. Aussi bien l'intérêt qu'un diocèse de chrétienté a pu porter au travail missionnaire « ad extra » n'avait à engendrer aucune mise en question de son capital spirituel et pastoral. On se réjouit des progrès de l'évangélisation, on colporte des anecdotes... Mais personne n'attend de ce qui se passe en Asie ou en Afrique une interpellation de sa foi !

Deuxième étape :

La plantation de l'Eglise et l'acculturation ou la mission sous le signe d'autrui

A partir des années 1920, c'est-à-dire après la Première Guerre mondiale, qui a porté un coup fatal à l'assurance occidentale, quelque chose de neuf se produit, en relation d'ailleurs avec un renouveau ecclésiologique assez généralisé. Un certain nombre de missionnaires pren-

nent une conscience de plus en plus aiguë de la nécessité urgente de « planter » l'Eglise et d'en « adapter » le visage au génie culturel de chaque peuple. Pour la première fois, avec cette ampleur, on réalise que l'univers culturel de l'homme blanc n'est qu'un univers culturel

parmi d'autres, aussi respectables les uns que les autres aux yeux de la foi. L'Eglise porte en fait le visage culturel de l'homme blanc, mais elle ne peut lier son avenir au destin de l'Occident sous peine de paraître irrémédiablement étrangère là où elle cherche à annoncer le Christ. Si le christianisme est la religion de l'Incarnation, il s'agit de « baptiser » toutes les cultures et toutes les civilisations, car l'Eglise n'est liée à aucune d'elles. Voilà pourquoi, et en quel sens, l'objectif numéro un de la mission doit être la plantation de l'Eglise.

Ce qui a changé, et qui amorce la seconde étape de l'évolution récente de la mission, c'est tout bonnement l'homme lui-même : plus précisément, la conscience spontanée qu'il a de lui-même. On savait que l'homme était étonnamment divers, et certains esprits avaient pressenti depuis longtemps à quel point la diffusion du christianisme devait tenir compte de cette diversité, mais ce pressentiment était le plus souvent resté lettre morte (songeons à la fameuse Instruction de la Propagande de 1659) ou avait donné lieu, sur le terrain, à une permanente contestation (songeons à l'action des Jésuites en Chine ou en Inde). Aujourd'hui, le pressentiment fait place à une certitude, dont on tire petit à petit les conséquences : l'homme est toujours un autre pour l'homme ou encore, l'homme n'est jamais qu'un point de vue sur l'homme. *Autruï doit être reconnu comme autruï*, et c'est l'annexer indûment que de chercher à en faire un semblable.

Les artisans de cette seconde étape n'ont pu, dès lors, que dénoncer le lien trop étroit que leurs prédécesseurs

avaient perçu entre le contenu de la foi et ses multiples expressions. Tel qu'il s'est développé en Occident, le langage de la foi, pour authentique qu'il soit, ne constitue qu'un langage parmi d'autres possibles. Le mystère du Christ est essentiellement un, mais son expression est nécessairement *catholique*, c'est-à-dire diverse dans son unité et une dans sa diversité. Il est inutile de souligner à quel point le tournant pris est d'une importance capitale pour l'avenir de la mission ; mais il ne faut pas s'étonner qu'on n'en ait pas mesuré tout de suite les conséquences ultimes. La volonté d'adaptation était une réponse insuffisante au problème posé : nous allons bientôt voir pourquoi.

Voyons tout d'abord ce qui se passe en Europe au même moment. Une prise de conscience analogue s'y produit. Là aussi, on se rend compte que l'Eglise est étrangère à certains milieux, plus particulièrement au milieu ouvrier récemment constitué ; plus largement, qu'elle est étrangère à ce monde nouveau qu'on appelle le monde moderne. On mesure de plus en plus l'ampleur de la « déchristianisation » jusqu'à ce qu'éclate, en 1942, la redoutable question : « France, pays de mission ? », posée par deux aumôniers de la JOC. Quinze ans plus tôt, la fondation de la JOC par l'abbé Cardijn avait marqué le début d'un apostolat « adapté » aux divers milieux de vie. Le cri d'alarme de 1942 constitue l'acte de naissance de la « mission à l'intérieur ». Il a suffi de quinze ans pour qu'au vocabulaire de la déchristianisation — « refaisons chrétiens nos frères » — commence de succéder le nouveau vocabulaire de la mission : plantation de l'Eglise en milieu ouvrier, adaptation,

incarnation, baptême des cultures. C'est désormais partout qu'il s'agit d'être missionnaire, puisque les païens se trouvent aux portes de tout chrétien...

En réalité, une même intuition est à l'œuvre dans toute l'étendue de l'Eglise, et elle commande aussi bien ce qui est en train de changer « à l'extérieur » et « à l'intérieur ». Cette intuition est que le christianisme est la *religion de l'Incarnation* ; et partout où l'Eglise apparaît étrangère — qu'elle l'ait toujours été ou qu'elle le soit devenue — des réactions identiques se font jour. Il faut tout mettre en œuvre pour que l'Eglise devienne ou redevienne *présente* aux hommes de telle culture ou de tel milieu. Mais, alors que d'aucuns se plaisent à souligner les analogies entre ce que se passe « à l'intérieur » et « à l'extérieur », alors que, désormais, le terme de « missionnaire » n'est plus réservé à ceux qui partent, mais s'applique aussi bien à ceux qui travaillent à la mission sur les vieux terrains de chrétienté, on n'assiste nulle part à un effort de concertation. C'est assez surprenant, mais c'est ainsi ! Les missionnaires de l'intérieur n'attendent aucun apport des missionnaires de l'extérieur, ni non plus des chrétiens d'Asie ou d'Afrique. Et vice versa, bien sûr. On a même l'impression que l'intérêt soulevé dans le peuple chrétien par les « missions extérieures » au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle est en train de baisser, même si de nouvelles initiatives se font jour, comme les laïcs missionnaires et les prêtres *Fidei donum*. Tout se passe comme si, désormais, chacun était avant tout préoccupé de s'enfermer sur son propre terrain, qui sur son pays, qui sur son milieu.

C'est surprenant, mais très compréhensible.

Si la règle suprême est celle de l'adaptation à autrui reconnu comme autrui, qu'y a-t-il d'autre à faire que de *prendre langue avec lui* — avec tout ce que cela suppose comme dépouillement de soi — pour être en mesure de « traduire » dans un nouveau langage, dans de nouvelles expressions institutionnelles, le bien commun déjà possédé. L'essentiel pour le missionnaire, qu'il travaille « à l'extérieur » ou « à l'intérieur » est de se faire grec avec les Grecs, chinois avec les Chinois et ouvrier avec les ouvriers. On ne voit pas, dans cette perspective, pourquoi les missionnaires travaillant ici ou là chercheraient à se rencontrer et à travailler ensemble. Qu'auraient-ils à s'apporter, sinon des recettes qu'il faudra de toute façon remanier de fond en comble ?

Cette seconde étape — l'étape de la plantation de l'Eglise et de l'adaptation — est loin d'être terminée. Elle se poursuivra tant que des hommes seront en mesure de la vivre... en étant fondamentalement fidèles à la problématique de fond qui avait cours dans la mission traditionnelle d'autrefois. On sait désormais que la mission commande d'aller à autrui, et non plus au semblable, mais la conviction fondamentale demeure que le contenu de la foi est une réalité parfaitement circonscrite et en quelque sorte possédée. Dans l'héritage de l'Eglise, un tri est à faire entre l'essentiel et l'accessoire, entre ce qui devra toujours demeurer et ce qui peut changer en relation avec les cultures. En réalité, l'adaptation dont on rêve ne concerne que l'accessoire, même si l'exigence qu'elle représente est impérieuse. Hier, on ne pensait la mission qu'en termes de transfert pur et simple. La

penser en termes d'adaptation, c'est-à-dire de traduction, oblige seulement à faire le tri dont nous venons de parler ; mais, en définitive, une traduction est une forme plus épurée de transfert !

En réalité, l'étape de l'adaptation ne pouvait et ne peut qu'être provisoire. A partir du moment où les missionnaires prennent en considération l'élément de diversité entre les hommes, il faut bien qu'ils aillent jusqu'au bout de cette con-

sidération et de cette expérience. Or, à l'usage et à la réflexion, il apparaît que cette diversité va beaucoup plus loin qu'on ne l'imaginait. Pour reconnaître autrui comme autrui, on ne peut se contenter de « traduire ». Pour lui annoncer Jésus-Christ, on ne peut se contenter de lui « transmettre » un « essentiel » préalablement possédé. Il faut « inventer ». L'Eglise n'est pas à planter ; elle doit naître.

Troisième étape :

L'échange de vie et d'énergie entre les Eglises et entre les peuples ou la mission sous le signe du dialogue

En gestation tout au long de l'étape que nous venons de décrire, une troisième étape est en train de naître, dans la mesure même où l'on prend de plus en plus conscience des impasses inévitables où conduit la précédente. Voilà près de cinquante ans que l'on parle de plantation de l'Eglise et d'adaptation. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le fruit majeur de cette période est sans doute la création et le développement assez spectaculaire d'un épiscopat autochtone. Les territoires de mission ont fait place aux « Jeunes Eglises ».

La mentalité des « missionnaires » s'est profondément transformée : on va désormais se mettre « au service » des Eglises d'Asie et d'Afrique. Mais, avouons-le, la dépendance de ces Eglises à l'égard de l'Occident demeure une réalité massive, et les efforts entrepris sur la voie de l'adaptation n'ont pas été très loin.

Un seul exemple : les Jeunes Eglises

disposent actuellement d'une liturgie en langue vivante, mais il s'agit de « traductions » et, pour les comprendre, il arrive qu'il faille se reporter à l'original qui a été pensé et exprimé dans une langue occidentale... Lorsqu'on compare les orientations exprimées par le Décret sur les missions de Vatican II à ce qui, de fait, se passe encore sur le terrain, on reste confondu !

Lorsqu'on réfléchit à cette situation, on arrive finalement à la conviction qu'elle s'explique fort bien. Les efforts d'adaptation n'ont pas été très loin, parce que, dans la perspective adoptée, il ne pouvait en être autrement. Une vraie fidélité à la loi d'incarnation amène les partisans de l'adaptation à se rendre compte, un jour ou l'autre, qu'ils font tout autre chose qu'adapter à une autre culture un bien commun déjà possédé, déjà circonscrit, déjà déterminé. En réalité, ils commencent d'inventer, ils font

du neuf, ils créent. Et c'est ici qu'intervient l'impasse. Car, comment inventer valablement dans l'isolement qu'a engendré une fidélité unilatérale à la loi d'incarnation ? Dans une perspective de cloisonnement, l'invention ne peut conduire qu'au déchirement de l'unité, car chacun ne dispose comme repère que de la conscience d'une Eglise locale ou d'un milieu. Les oppositions naissent inévitablement, tandis que rien n'assure, dans ce processus créateur et diversifié, l'identité du mystère du Christ. Devant ces risques graves, l'Eglise réagit de tout son poids en freinant au maximum le processus créateur ; mais, en attendant, la mission ne progresse guère.

Autrement dit, les artisans de la plantation de l'Eglise et de l'adaptation se sont engagés, de fait, dans une œuvre créatrice et diversifiée ; sinon, ils se payent des mots. Mais qui invente sinon le corps tout entier ? Et, quand on abandonne la loi d'uniformité pour tous, que met-on à la place ? le mérite insigne de Jean XXIII est d'avoir perçu que l'aggiornamento de l'Eglise se ferait à la seule condition que s'établisse entre les chrétiens, entre les évêques, entre les Eglises locales, un *vaste courant d'échange de vie et d'énergie*. A cette condition, un processus créateur et diversifié peut s'engager dans toute l'étendue de l'Eglise, car l'abandon de l'impossible uniformité fait place à la mise en pleine lumière de *l'unité de communion* effectivement vécue. Et l'on sait que Jean XXIII a traduit sa conviction en convoquant un concile œcuménique, dont les deux pièces maîtresses sont, d'une part, l'affirmation de la collégialité épiscopale et, d'autre part, la reconnaissance d'un nouveau rapport de l'Eglise au monde en fonction des exi-

gences actuelles de la mission. Mais, le Concile terminé, il est clair que tout reste à faire, car, pour être effectivement vécu, l'échange de vie et d'énergie en vue de la mission suppose une profonde transformation des mentalités et des structures...

Nous caractérisons plus haut, la seconde étape par la formule : « Autrui est désormais reconnu comme autrui ». En réalité, cette formule est trop courte, car *autrui n'est vraiment reconnu comme autrui que si j'accepte d'être mis en cause par lui*. Il n'y a de véritables rencontres d'autrui que *sous le signe du dialogue*. Accepter les différences, c'est beaucoup trop peu. Un homme n'est lui-même qu'en acceptant d'être interpellé par l'autre. C'est en promouvant le dialogue avec autrui que l'homme est renvoyé à sa propre identité et, du même coup, qu'il devient créateur ; sinon, il se répète indéfiniment... Voilà pourquoi les Eglises particulières ne seront vraiment elles-mêmes, qu'elles n'inventeront vraiment leur avenir qu'en favorisant de toutes manières l'échange de vie et d'énergie entre elles.

Diverses doivent être les expressions de la foi ; divers le visage de l'Eglise. C'est une exigence de la catholicité. Encore faut-il que celle-ci existe ! L'unité ne se fait pas à partir de n'importe quelle diversité... La diversité qui témoigne par elle-même de l'unique mystère du Christ est celle qui se déploie dans la rencontre, l'écoute mutuelle, l'échange et la communion. Car la diversité peut engendrer la division. L'unique voie qui s'offre à l'Eglise et au langage de la foi pour être tout à la fois uns et divers, c'est la communion *effectivement vécue*. Telle est la *loi de la catholicité* véritable.

Comment, dès lors, se présente la mission dans cette troisième étape ? Il ne s'agit plus ni d'établir des succursales de la chrétienté occidentale, ni même de planter l'Eglise et d'en adapter le visage au génie de chaque peuple. L'essentiel apparaît désormais ceci : il s'agit pour l'Eglise d'être le ferment d'une fraternité universelle en perpétuel devenir, et, à cette fin, il lui faut sans cesse *naître à elle-même par le moyen de la communion*. Les terrains privilégiés de la mission sont ceux où ce processus générateur s'impose en priorité. Dans cette perspective, les tâches missionnaires les plus urgentes se rapportent encore aujourd'hui à tout ce qui touche à la rencontre des grands univers culturels, car c'est sur ce terrain que les défis les plus graves sont portés à la catholicité de l'Eglise, c'est sur ce terrain que la division entre les hommes risque d'être encore la plus profonde. Dans cette perspective également, le lien entre mission et développement apparaît de plus en plus étroit, car entre-temps, le centre de gravité de l'existence missionnaire s'est déplacé : la préoccupation majeure n'est plus d'étendre l'action institutionnelle de l'Eglise mais d'amener le peuple de Dieu à devenir toujours plus le levain dans la pâte humaine.

Par ailleurs, dans cette troisième étape, qui doit être appelé missionnaire ? Vatican II a insisté pour que cette désignation ne soit plus réservée à quelques-uns : tout membre du peuple de Dieu doit être missionnaire. Nous avons vu, plus haut, qu'à tout moment l'ensemble du corps ecclésial est de fait engagé dans la mission, même lorsque celle-ci apparaît le monopole de quelques-uns. Mais, hier, la fidélité demandée à chacun n'im-

pliquait pas qu'on s'intéressât positivement à l'entreprise missionnaire ; la transmission de la foi se réduisait au transfert d'un bien déjà possédé, déjà circonscrit. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Chacun est appelé à promouvoir une vie de foi avec une plus grande lucidité sur les comportements qu'elle implique. Autrui est à la porte de chacun, et chacun doit s'efforcer de l'accueillir comme le serviteur accueille le maître... Autrui m'interpelle et me met en cause : cela est vrai pour tous les membres du peuple de Dieu. A cette condition, les missionnaires au sens strict pourront jouer pleinement leur rôle ; nous les appelons « au sens strict » dans la mesure où ces hommes et ces femmes se trouvent engagés sur les terrains privilégiés de la mission, là où les défis à la catholicité demeurent les plus graves. Il est donc facile de comprendre pourquoi désormais l'unité de l'agir missionnaire de l'Eglise n'est plus automatiquement assurée, comme elle l'était par l'uniformité en vigueur jusqu'ici. Pour que le mystère du Christ soit effectivement annoncé dans son identité propre à travers la diversité de langages et d'expressions qui est à promouvoir dans le monde actuel, il est absolument requis de tous les chrétiens et des missionnaires en particulier, qu'ils soient « de l'extérieur » ou « de l'intérieur », qu'ils s'établissent dans un *échange*, une *concertation*, un *dialogue permanent* d'où personne n'est exclu... Une fidélité trop exclusive à la loi d'incarnation conduit les missionnaires à un isolement mutuel redoutable. Aujourd'hui on se rend compte de plus en plus qu'un processus missionnaire créateur et diversifié im-

pose nécessairement la recherche commune à tous ceux qui s'y engagent. Pour annoncer Jésus-Christ, les chrétiens ont tous besoin les uns des autres. Les Eglises locales, elles aussi, ont besoin les unes des autres, à commencer par les vieilles Eglises d'Occident qui, sur ce point, doivent accepter une conversion profonde. Le dialogue est un mouvement réciproque ; il met en œuvre la charité fraternelle sans frontières et il trouve sa source dans l'action de l'Esprit.

Au terme de cet aperçu historique, on ne peut qu'être frappé par l'identité

profonde du dynamisme qui anime le peuple de Dieu et l'engage tout entier dans sa fonction missionnaire. Quoi qu'il en soit de leurs différences profondes — qui se comprennent en référence aux « signes des temps » — la première et la troisième étape que nous avons considérées dans l'évolution récente de la mission présentent un point commun fondamental : de part et d'autre, le corps ecclésial tout entier apparaît comme engagé dans l'entreprise. La deuxième étape, on le vérifiera de plus en plus, ne pouvait être qu'une étape de transition.

Raymond Cartier - Robert Buron

Armes égales du 15 février

Pierre Moreau

Il semble, d'après beaucoup de conversations entendues et de lettres venues de l'étranger où cette émission a été diffusée, notamment de Tunisie, que Robert Buron ait été très écouté et apprécié. Quelqu'un suggère même dans une lettre que Robert Buron, avec les dons qu'il a manifestés et la pensée qui l'anime prene la tête d'une véritable « croisade » pour faire avancer les choses sur le plan international, en se servant particulièrement de la télévision « où il passe si bien ».

Quelque chose en effet a passé ce soir-là chez les auditeurs français et étrangers, manifestant que, si beaucoup de gens sont volontiers cartiéristes, beaucoup d'autres sont prêts à entendre la vérité sur les questions du Tiers-Monde. Il n'est pas impossible même que l'élection à la mairie de Laval, assez inattendue, ait été influencée fortement par cette émission.

Sans nous perdre dans le dédale des commentaires (1), deux aspects nous ont beau-

coup réjouis en écoutant cette discussion : la volonté manifestée par Robert Buron de dépasser nos problèmes locaux et même nationaux et de situer les rapports Occident-Tiers-Monde à l'endroit exact où les questions se posent.

Quelles que soient en effet les opinions que l'on ait sur l'aide aux pays du Tiers-Monde, quelle que soit la valeur des investissements privés dont il a été débattu, en fait ce sont deux formes d'esprit qui s'affrontent ici : *l'une* qui volontairement restreint ses horizons au développement de l'hexagone français, ou un peu plus largement au monde occidental, pour une croissance économique dont on ne perçoit pas les limites et les buts ;

l'autre qui se refuse à centrer toute la problématique sur l'Occident, mais reconnaît au contraire que les problèmes ont aujourd'hui une envergure mondiale qu'on ne

(1) On trouvera dans le numéro 109 de *Croissance des jeunes Nations* de larges extraits de cette émission.

peut refuser, et qu'on ne peut parler de vrai développement que solidaire.

En fait, les relations entre peuples, notamment sur le plan économique, sont telles, que l'on est acculé aujourd'hui, soit à les nier pour ne pas voir la réalité, soit à vouloir construire un monde solidaire, en acceptant cette réalité. Or c'est précisément sur ce point que beaucoup de gens dans notre monde développé et dans notre pays achoppent : les buts de la croissance, les intérêts envisagés sont d'ordinaire trop courts ou trop égoïstement restreints. Nous sommes reconnaissants à R. Buron de nous avoir apporté une bouffée d'air frais aux dimensions du monde.

D'autre part, il était important que les problèmes du développement des pays du Tiers-Monde soient situés à leur véritable dimension : il ne s'agit pas principalement d'aide, d'investissements privés ou publics,

de coopération — encore que tout cela ne soit pas inutile — il s'agit essentiellement d'une modification des structures internationales du commerce ou des rapports de forces entre les peuples. Sur ce plan, le film présenté montrait avec évidence que l'intérêt des peuples colonisateurs ou néo-colonisateurs étaient toujours le motif déterminant, sous des colorations plus humaines. C'est pourquoi, dans la discussion avec R. Cartier, R. Buron précisait sa pensée :

« Il me paraît indispensable que nous renoncions au faux libre-échange... Il faut que nous mettions en place une véritable solidarité... Je ne crois pas que le socialisme planétaire soit une utopie ; en tout cas, je sais ce que coûte le capitalisme nationaliste... Mon choix est fait ».

Puisse-t-il être éclairant pour beaucoup et entraîner de nombreux imitateurs !